



Paraît le lundi matin

Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions \$2 a year

Payables d'avance
Payable in advance

MUNICIPAL

Gazette

MUNICIPALE

DE—OF

Montreal

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

Troisième année No 41
Third year

12 Novembre 1906
November

Les abonnements sont reçus chez
Le Trésorier de la Ville de Montreal,
Hôtel de Ville

Les autres communications doivent
être adressées au directeur de
"LA GAZETTE MUNICIPALE"
Hôtel de Ville

Forward subscriptions to
The City Treasurer of Montreal
City Hall

All other communications should be
addressed to the managing-editor of
"The Municipal Gazette"
City Hall

TELEPHONE: MAIN 4240

PRIX DU GAZ ET DE L'ELECTRICITÉ

Conditions proposées d'un nouveau
contrat à intervenir entre la
Ville et la "Montreal Light,
Heat & Power Co."

Rapports de la majorité et de la minorité de la Commis-
sion spéciale instituée le 5 juillet 1906.

I—Rapport de la majorité

A LA VILLE DE MONTREAL:

La Commission spéciale, nommée le 5^{ème} jour de juillet 1906 pour entrer en négociations avec la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" en vue de la passation d'un nouveau contrat pour la fourniture du gaz et de l'électricité à la Ville de Montréal et aux citoyens, a l'honneur de faire rapport:

Que le contrat actuel pour la fourniture du gaz a été passé le 15 novembre 1895, pour une période de dix ans, à partir du 1^{er} mai de cette année-là, mais il devait se continuer par la suite pendant des périodes de 5 ans, si la Ville manquait de profiter d'une option d'achat prévue dans le contrat;

Que des négociations ont été entamées avec la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" dès le 16 août 1904, et qu'à cette date une sous-commission des Incendies et de l'Éclairage a été nommée pour conférer avec ladite Compagnie. Cette sous-commission, jusqu'au mois d'octobre 1904, a fait tout en son pouvoir, mais sans résultat, pour obtenir une offre de la Compagnie;

Que, le 17 octobre 1904, copie d'une résolution du Conseil fut envoyée à la Compagnie, lui offrant un renouvellement du contrat pour cinq ans, à partir du 1^{er} mai 1910, pourvu que les prix fussent réduits, à partir du 1^{er} mai 1905, comme suit: \$1.00 par 1,000 pieds cubes pour l'éclairage; 80 cents par 1,000 pieds cubes pour la cuisine, et 60 cents par 1,000 pieds cubes pour le chauffage. Cette offre fut refusée;

Que, pendant l'année 1905, le Conseil nomma des experts qui furent chargés de dresser un état estimatif du coût d'une usine à gaz municipale et aussi de faire rapport sur le coût du gaz. Ces rapports furent soumis au Conseil. Plusieurs suggestions furent faites, mais le Conseil ne prit aucune décision avant la nomination de votre Commission.

Que votre Commission s'est réunie d'abord pour examiner le contrat actuel entre la Ville et la Compagnie, ainsi que les différentes suggestions faites au Conseil, et a ensuite conféré avec les directeurs de la Compagnie.

Que le contrat actuel du gaz ne se termine qu'en 1910, et qu'après cette date, la Compagnie a le droit de continuer ses opérations, tant pour la fourniture du gaz que de

PRICE OF GAZ AND ELECTRICITY.

Proposed conditions of a new contract
between the City and the Mont-
real Light Heat and Power Co.

Reports from both the Majority and Minority of the Special
Committee appointed the 5th of July 1906.

I—Report of the majority

TO THE CITY OF MONTREAL:

The Special Committee appointed on the 5th day of July, 1906 with instructions to negotiate with the Montreal Light, Heat & Power Company in regard to a new contract for the supply of gas and electricity to the City of Montreal, and to the citizens, has the honor to report:—

That the present contract for the supply of gas was passed on the 15th November 1895, and was made for the period of ten (10) years from the 1st of May of that year, but subject to renewal for a period of five years thereafter should the City fail to exercise an option of purchase which is contained in the contract.

That there have been negotiations with the Montreal Light, Heat & Power Company since the 16th of August, 1904, on which date a sub-committee of the Fire and Light Committee was named. This sub-committee, up to the month of October, 1904, endeavored to obtain an offer from the Company, but without result.

That, on the 17th October, 1904, a copy of a resolution of Council was sent to the Company offering a renewal of the contract for five (5) years, from the 1st of May, 1910, provided the prices were reduced from and after the 1st of May 1905, as follows: \$1.00 per 1,000 cubic feet, for lighting; 80c. per 1,000 cubic feet, for cooking; and 60c. per 1,000 cubic feet, for heating, which offer was refused.

That during the year 1905, the Council appointed experts to prepare an estimate of cost for a municipal plant, and also to report upon the cost of gas. These reports were received by Council; several suggestions were made, but no definite action was taken by Council until the appointing of your Committee.

That your Committee first met, and after considering the present contract existing between the City and the Company, and the various suggestions which have been made in the City Council, arranged for a meeting with the directors of the Company.

That the existing gas contract does not expire until 1910, and after that date the Company has the right to continue its operations, both for the supply of gas and electricity in

l'électricité dans la Ville de Montréal, et cela sans contrat avec la Ville. Ces pouvoirs lui ont été conférés par la Législature de la province de Québec;

Que, votre Commission a eu plusieurs entrevues avec le président et quelques-uns des directeurs de la Compagnie, et que, dès la première de ces entrevues, les représentants de la Compagnie furent clairement avertis que, vu le contrat de Toronto où les prix du gaz ont été réduits de \$1.20 à 80 cents par 1,000 pieds cubes en moins de 20 ans, votre Commission ne pouvait pas recommander la passation d'un nouveau contrat qui ne pourvoierait pas à une analogue participation des consommateurs, tant pour l'éclairage au gaz que pour l'éclairage à l'électricité, à l'augmentation des recettes de la Compagnie. On leur fit aussi savoir que l'on exigerait l'insertion d'une clause en vertu de laquelle la Ville recevrait une redevance annuelle à même les profits de la Compagnie;

Qu'à cause des conditions imposées par la Commission, la Compagnie demanda que le contrat fût fixé pour une période de pas moins de quarante ans, et que le prix maximum ou prix étalon, d'après une échelle mobile, pour la fourniture du gaz aux citoyens, fût de 95 cents par 1,000 pieds cubes, et que le prix de l'électricité fût de trois quarts de un cent ($\frac{3}{4}$ c.) par heure Ampère avec un escompte de 15 p.c.. Telle était la situation à la date de la présentation du rapport intérimaire de votre Commission;

Que votre Commission a, depuis lors, continué les négociations et que la Compagnie est maintenant prête à passer un contrat aux conditions suivantes:

Fourniture du gaz d'éclairage et de chauffage aux citoyens à 90 cents par 1,000 pieds cubes, avec un seul compteur. Les consommateurs se servant de compteurs automatiques ou "slot machines" devant payer 5 cents additionnels par 1,000 pieds cubes;

Fourniture de l'électricité à trois quarts de cent par heure Ampère, avec escompte de 20% à partir du 1er mai 1910 jusqu'au 1er mai 1915; et à partir de cette dernière date, avec un escompte de 25%.

Les prix maximum devant être sujets à une réduction proportionnée à l'augmentation des recettes de la Compagnie, et la Ville devant participer aux bénéfices comme suit:

1°—Le dividende à payer aux actionnaires ne devra pas dépasser 6% par année;

2°—La Compagnie pourra mettre de côté, pour dépréciation, un montant égal à 1% sur le capital payé;

3°—A partir du 1er mai 1907, la balance des profits devra être appliquée à la création d'un fonds de réserve jusqu'à concurrence de 20% sur le capital payé, et ensuite la balance des profits, après le paiement du dividende et du montant de 1% pour dépréciation, devra être payable un tiers à la Ville, un tiers aux actionnaires de la Compagnie comme dividende ou bonus, et l'autre tiers être appliqué au bénéfice des consommateurs sous forme de réduction dans les taux;

Une restriction sera imposée à la Compagnie quant à l'émission de nouvelles obligations, et, dans le cas où elle en émettrait, les nouvelles actions devront être payées à leur pleine valeur, au pair; par ceux qui les achèteront et un montant annuel ne dépassant pas 5% du nouveau capital devra être ajouté au fonds de réserve, jusqu'à ce que celui-ci atteigne le chiffre de 20%;

En ce qui concerne l'éclairage des rues, soit par le gaz ou l'électricité, les prix actuels établis par concurrence seront maintenus;

L'inspection du gaz, de l'électricité, des compteurs, etc., sera faite conformément aux prescriptions des lois fédérales;

Le contrat sera applicable à toutes les municipalités déjà annexées à la Ville de Montréal ou qui pourront l'être à l'avenir;

La Ville devra avoir le droit de vérifier les livres de la Compagnie par l'entremise de son contrôleur ou de son représentant;

Le maire sera *ex-officio* membre du bureau de direction de la Compagnie dès que la Ville aura acheté 100 actions du capital social de la Compagnie, et aura obtenu de la Législature l'autorisation nécessaire à cet effet et la confirmation du contrat;

Pendant toute la durée du contrat, la Ville ne devra permettre à aucune autre personne ou compagnie de poser des tuyaux de gaz dans les rues ou d'élever des poteaux ou d'y placer des fils électriques pour des fins d'éclairage, de chauffage ou de distribution de force motrice, et il est en-

the City of Montreal, without a contract with the City under the powers granted by the Legislature of the Province of Quebec.

That your Committee had several interviews with the president and some of the directors of the Company, and at the first of these meetings it was clearly stated to the Company's representatives that in view of the results of the contract made by the City of Toronto, under which the price of gas has been reduced from \$1.20 to 80c. per 1,000 cubic feet in less than twenty years, your Committee could not recommend any new contract which did not provide for a similar participation by the consumers both of gas and electric light, in the increased earnings of the Company. It was also stated that some provision must be made by which the City would receive an annual contribution from the Company's profits.

That in view of the conditions imposed by the Committee, the Company insisted that the contract be for a term of not less than forty years, and that the maximum price, or the standard price, under the sliding scale for the supply of gas to the citizens be 95c. per 1,000 cubic feet, and that the price for electricity be three-quarters of a cent per ampere-hour with a discount of 15 per cent. which was the position at the date of the interim report presented by your Committee.

That your Committee has since then continued the negotiations and the Company is now prepared to enter into a contract upon the following conditions:

That gas be supplied to the citizens for all purposes, both light and heat, at 90c. per 1,000 cubic feet, with one meter only. Consumers using automatic or slot machines to pay 5c. additional per 1,000 cubic feet.

That the price for the supply of electricity be three-quarters of a cent per ampere hour with a discount of 20 per cent. from the 1st of May, 1910, to the 1st of May 1915, and thereafter a discount of 25 per cent.

That the maximum prices shall be subject to reduction as the earnings of the Company increase, and the City shall also participate in the profits under the following conditions:

1. The dividend to shareholders shall not exceed 6 per cent. per annum.

2. The Company may set aside an amount for depreciation equal to 1 per cent. on the paid-up capital.

3. From and after the 1st of May, 1907, the balance of profits shall be applied to the creation of a reserve fund until this fund amounts to 20 per cent. on the paid-up capital, and thereafter the balance of profits after payment of the dividend and 1 per cent. for depreciation shall be payable, one third to the City in cash, one-third to the shareholders of the Company as dividend or bonus, and the remaining one-third shall be applied to the benefit of the consumers by a reduction in the rates.

That the Company be restricted in regard to the issue of further capital, and that in the event of such issue being made, the shares shall be issued for cash, and at not less than the full par value, and that an annual amount not exceeding 5 per cent. of the new capital be added to the reserve fund until it reaches the full amount of 20 per cent.

That as regards street lighting, both by gas and electricity, the present prices, which were established by competition, be maintained.

That the inspection of the gas, electricity, meters, etc., be in conformity with the requirements of the Dominion Act.

That the contract shall apply to any municipalities which are now, or may hereafter, be annexed to the City of Montreal.

That the City shall have the right to verify the Company's statement by the Comptroller or his nominee.

That the Mayor shall *ex-officio* be a member of the Board of Directors of the Company, so soon as the City shall have acquired 100 shares in the capital stock of the Company, and has obtained from the Legislature the necessary authorization to this effect and the confirmation of the contract.

That during the continuance of the contract the City shall not allow any other person or company to lay gas mains in the streets, nor to erect poles or to place electric wires on such poles for lighting, heating or power purposes, it being understood that this prohibition shall not apply to wires at present in use for transmitting electric current.

tendu que cette prohibition ne s'appliquera pas aux fils actuellement en usage pour la transmission du courant électrique;

La Compagnie devra s'engager à placer ses fils sous terre aussi tôt que des conduits auront été établis soit par la Ville, soit par ladite Compagnie;

Le terme du contrat sera de trente (30) ans à partir du 1er mai 1910;

En considération du nouveau contrat, la Compagnie devra, à partir du 1er mai 1907, réduire le prix du gaz d'éclairage à \$1.10 par 1,000 pieds cubes, et du gaz de chauffage à 95 cents par 1,000 pieds cubes, avec les 5 cents additionnels par 1,000 pieds cubes dans les cas de gazomètres automatiques;

Une option sera de plus donnée aux consommateurs pour un seul compteur, à partir du 1er mai 1907 jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du nouveau contrat, au taux de \$1.05 par 1,000 pieds cubes tant pour le gaz d'éclairage que pour le gaz de chauffage; et, en ce qui concerne l'électricité, la Compagnie accordera un escompte de 15% sur les taux actuels, à partir du 1er mai 1907 jusqu'au 1er mai 1910;

Votre Commission n'est pas prête à recommander l'acceptation de ces conditions; mais, comme les négociations ont déjà été poussées assez loin, elle demande aux membres du Conseil d'exposer leurs vues sur la question afin que votre Commission puisse être en mesure de faire une offre définitive à la Compagnie.

Le tout néanmoins respectueusement soumis.

EMERY LARIVIERE,
A.-A. LABRECQUE,
J.-B.-A. MARTIN,
W.-J. PROULX,
W.-J. WHITE.

CHAMBRE DE LA COMMISSION,
HÔTEL DE VILLE,
Montréal, 5 novembre 1906.

II—Rapport de la minorité

Montréal, le 5 novembre 1906.

A Son Honneur le Maire de la Ville de Montréal.

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de mettre sous vos yeux la lettre ci-incluse qui définit mon attitude sur le rapport de la Commission spéciale chargée de négocier avec la Compagnie du Gaz. J'ai pris cette attitude en face d'un rapport que l'on m'a soumis vendredi et ensuite hier au soir, et que j'ai refusé d'approuver et de signer. J'apprends sur l'heure qu'un autre document a été mis à son lieu et place, lequel document ne contient aucune sorte de recommandation. Si les choses en sont ainsi, je suis content d'exprimer ma haute satisfaction pour le fait que le contrat, tel que proposé, n'est pas recommandé à votre Conseil.

J'ai bien l'honneur, Monsieur le Maire, de demeurer

Votre très humble serviteur,

J.-P. GADBOIS, M.D.
Président.

* * *

Montréal, 5 novembre 1906.

Le président de votre Commission spéciale, différant d'opinion avec les autres membres de la Commission sur le rapport à présenter au sujet des négociations faites jusqu'aujourd'hui, a l'honneur de soumettre le rapport suivant en son nom personnel:

Votre Commission a été nommée, le 5 juillet dernier, pour négocier avec la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" dans le but d'obtenir une réduction sur les prix d'éclairage pour le gaz et l'électricité. Depuis cette date, plusieurs réunions ont eu lieu entre les membres de ladite Commission, et plusieurs réunions avec les directeurs de la Compagnie. A la première réunion de votre Commission, il fut décidé de nommer un président et de rencontrer les directeurs de la Compagnie du Gaz pour faire la première discussion. L'échevin Gadbois fut le président nommé et l'assemblée eut lieu le lendemain. A cette première assem-

That an arrangement be made by which the Company shall be obliged to put its wires underground so soon as the conduits therefor have been provided, either by the City, or the Company.

That the term of the contract be thirty (30) years, from the 1st of May, 1910.

That in consideration of the new contract the Company shall from, and after the 1st of May, 1907, reduce the price of gas for lighting purposes to \$1.10 per 1,000 cubic feet, and for heating purposes to 95 cents per 1,000 cubic feet, with the additional 5c. per 1,000 cubic feet in the case of automatic meters.

That it shall further give to consumers the option of one meter from the 1st of May, 1907, to the beginning of the new contract, at the rate of \$1.05 per 1,000 cubic feet for both heating and lighting purposes, and that as regards electricity the Company shall allow a discount of 15 per cent. upon the rates at present charged from the 1st of May, 1907, to the 1st of May, 1910.

That your Committee is not prepared to recommend the acceptance of these terms, but as the negotiations have been carried as far as possible, your Committee now recommends an expression of opinion by the Council upon which a final offer might be made to the Company by your Committee."

The whole nevertheless respectfully submitted.

EMERY LARIVIERE,
A. A. LABRECQUE,
J. B. A. MARTIN,
W. J. PROULX,
W. J. WHITE.

COMMITTEE ROOM,
CITY HALL,
Montreal, 5th November 1906.

II—Report of the minority.

Montreal, November 5th, 1906.

To His Worship the Mayor of the City of Montreal.

Mr. Mayor,

I have the honor to call your attention to the enclosed letter which explains my views on the report of the Special Committee appointed to negotiate with the Gas Company. I have taken this attitude as a report was first submitted to me on Friday, and then again, yesterday evening, which I refused to approve and sign. I have just heard that another document has been substituted, which document contains no recommendation whatever. If this information is correct, I am glad to express my great satisfaction seeing that the contract, as proposed, has not been recommended to your Council.

I have the honor to be, Mr. Mayor,

Your most humble servant,

J. P. GADBOIS, M.D.
President.

* * *

The chairman of your Special Committee, differing in opinion with the other members of the Committee, on the report to be presented, in reference to the negotiations carried on until this day, has the honor to make the following personal report:

Your Committee was appointed on the 5th of July ult. to negotiate with the Montreal Light, Heat & Power Company, with a view of obtaining a reduction in the price of gas and electric lighting. Since then, many meetings have taken place between the members of the said Committee, and several conferences have been held with the directors of the Montreal Light, Heat & Power Company.

At the first meeting of your Committee, it was decided to name a chairman and to meet the directors of the Gas Company so as to arrange for the first discussion. Ald. Gadbois was elected chairman and the meeting took place on

blée, la Compagnie, par la bouche de son président, refusa absolument de considérer aucune offre qui ne comporterait pas une prolongation de franchise de 20 ans au moins. La Compagnie refusa successivement de répondre aux questions suivantes:

—Accepteriez-vous de vendre du gaz à 80 cents les mille pieds cubes en retour d'une franchise de 10 ans?

—Et en retour d'une franchise de 15 ans?

—Accepteriez-vous de vendre du gaz à 85 cents en retour d'une franchise de 10 ans?

—En retour d'une franchise de 15 ans?

—Accepteriez-vous de vendre du gaz à 90 cents les mille pieds en retour d'une franchise de 10 ans?

—En retour d'une franchise de 15 ans?

A toutes ces questions la Compagnie a répondu: Non.

Invité alors à faire une proposition à son tour, le président de la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" parla en termes favorables d'un projet de participation aux bénéfices. Il fut alors proposé par l'un des membres de votre Commission un projet dans ce sens, comportant les conditions suivantes:

La Compagnie se réserverait 6% de dividende, 1% pour fonds de dépréciation, 20% pour fonds de réserve; et, ensuite, elle divisait son surplus de profits en trois parties égales: 1-3 à la Compagnie pour extra-dividende, un tiers aux consommateurs pour servir en réduction du prix courant du gaz et de l'électricité, et un tiers à la Ville.

Le point de départ du prix du gaz était fixé à 95 cents les mille pieds cubes; et le prix initial de l'électricité était fixé à 20% de réduction sur les prix actuels.

Le contrat prenait date au 1er mai 1910.

Ces prix étaient sujets à descendre si les profits de la Compagnie suffisaient à donner un excédent de profits sur la restriction détaillée ci-dessus. Ledit contrat était pour le terme de 40 ans d'abord; puis, sur discussion, son terme fut réduit à 30 ans.

Votre Commission se sépara alors vers le milieu du mois de juillet et, au mois de septembre, elle s'est rassemblée de nouveau et eut encore diverses entrevues avec la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power". Le même plan servit toujours de base à la discussion, mais les conditions ne changèrent pas. Au commencement du mois d'octobre, la Compagnie céda sur un point important, en accordant comme point de départ du prix du gaz, le prix de 90 cents au lieu de 95 cents, et en accordant également une légère réduction sur le prix actuel du gaz et de l'électricité, jusqu'à la fin du présent contrat qui expire le 1er mai 1910. La Compagnie, dans une de ses entrevues du mois d'octobre, a également consenti à accepter le plan de Boston; mais votre Commission, parlant par sa majorité, n'a pas voulu s'occuper de ce plan. Le plan que votre Commission a accepté et vous rapporte aujourd'hui est expliqué très au long dans le rapport de la majorité et accepté par ladite majorité qui vous le recommande aujourd'hui. La minorité, représentée par le président, trouve au contraire qu'elle ne peut recommander le plan tel qu'il est proposé, pour les diverses raisons suivantes:

1°—Ce plan comporte des objections très sérieuses au point de vue des intérêts de la Ville et au point de vue des intérêts des citoyens. Au point de vue des intérêts de la Ville, il serait dangereux de se fier, pour le tiers qui est censé revenir à la Ville, au profit éventuel qui serait sujet à tous les aléas de la manufacture du gaz et de l'électricité, et aussi à des manipulations possibles dans la finance de la Compagnie manufacturière. La minorité croit que la Ville devrait exiger un pourcentage sur les recettes brutes de la Compagnie, et non pas sur les profits. Votre Commission devrait recevoir instructions d'étudier quel serait le pourcentage équitable pour les deux parties contractantes. Ce plan réussit très bien dans le contrat avec la Compagnie "Montreal Street Railway" et devrait aussi bien réussir avec la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power."

2°—Au point de vue des citoyens, le contrat proposé ne les protège pas suffisamment et ne leur garantit nullement les réductions promises pendant la durée du contrat. La minorité croit que le présent contrat, dit à échelle mobile, pourrait bien devenir un simple contrat à termes fixes d'une durée de 30 ans où les prix ne varieraient jamais; qu'il serait facile, avec un contrat qui ne comporte aucune clause de garantie contre telles éventualités, de faire disparaître tous les profits qui sont censés revenir aux citoyens sous forme de réductions de prix ou à la Ville sous forme de bonus.

3°—Que l'industrie manufacturière qui se sert du gaz ou de l'électricité comme pouvoir moteur est absolument laissée

the following day. At this first meeting, the Company, through its president, absolutely refused to consider any offer which would not carry an extension of franchise for at least 20 years.

The Company determinedly refused to answer the following questions:

Would you agree to sell gas at 80 cts per 1,000 cubic feet, in return for a 10 years franchise?

And in return for a 15 years franchise?

Would you agree to sell gas for 85 cts. in return for a franchise of 10 years?

And in return for a 15 years franchise?

Would you consent to sell gas at 90 cts. per 1,000 feet in return for a 10 years franchise?

In return for a 15 years franchise?

To all the these questions the Company replied: No.

When invited to make a proposal in his turn, the president spoke favorably of a project of participation in the profits. It was then proposed by one of the members of your Committee that the suggestion should be acted on, and the following conditions made: the Company to reserve to itself a 6% dividend, 1% for depreciation and 20% as a reserve fund, the surplus to be divided into three equal parts, viz: 1-3 to the Company as a surplus of dividend, 1-3 to the consumers in the way of reduction in the price of gas and electricity, and the other 1-3 to the City.

The starting point of the price of gas was fixed at 95 cts. per 1,000 cubic feet, and of electricity at 20% less than the present rates.

The contract was to come into force on the 1st May 1910.

These rates were subject to a sliding scale if the profits of the Company were sufficient to give a surplus of profits above the limits above mentioned. The said contract was to be made for a period of 40 years in the first place, but this was afterwards discussed and reduced to 30 years.

Your Committee then separated towards the middle of July. In September, your Committee met again and had several interviews with the Montreal Light, Heat & Power Company. The same plan served always as a basis for discussion, but the conditions were not changed. In the beginning of the month of October, the Company made a concession on an important point, granting as the starting point, of the price of gas, a rate of 90 cts. per 1,000 cubic feet, instead of 95, and also granting a slight reduction in the present price of gas and electricity until the end of the now existing contract (1st May 1910).

The Company, at one of these meetings, in the month of October, also agreed to accept the Boston plan, but your Committee, as represented by the majority of its members, refused to consider this proposition. The plan which your Committee accepted, and reports favorably to-day, is explained at considerable length in the report of the majority.

The minority, represented by the chairman, finds on the contrary, that it cannot recommend the plan as proposed, for the following reasons:

1. This plan is most objectionable, from the point of view of the interests of the City as well as the interests of the citizens. With regard to the interests of the City, it would be dangerous to rely on a chance profit which would be subject to all the risks attending the manufacture of gas and electricity, and also to possible manipulations in the finances of the manufacturing company.

The minority believes that the City should exact a percentage on the gross earnings of the Company, and not on the profits merely.

Your Committee should be instructed to investigate and decide what would be a fair percentage for each of the two contracting parties. This plan works very well with the Montreal Street Railway Company, and should also prove successful with the Montreal Light, Heat & Power Company.

2. From the point of view of the citizens, the proposed contract does not protect them sufficiently, and in no wise guarantees the reductions promised during the continuance of the contract.

The minority believes that the present contract, which is said to be on a sliding scale, could very well become a simple flat rate contract, with fixed conditions, for a term of 30 years, during which the rates would not change.

It would be easy with a contract which includes no clause acting as a guarantee, against such eventualities to cause the disappearance of all the profits which are intended to accrue to the citizens in the form of a reduction of rates, or to the City in the form of a bonus.

3. The manufacturing industry which makes use of gas or electricity as a motive power, is left absolutely at the

sée à la merci de la Compagnie dans le projet de contrat recommandé par votre Commission.

QUESTIONS DE DETAILS

Les grandes lignes du projet de contrat sont mauvaises, et ce contrat, mauvais dans son ensemble, présente une quantité de détails qui le rendent dangereux et absolument inacceptable.

Par exemple le point de départ du prix de l'électricité est placé trop haut; le prix initial de $\frac{3}{4}$ c par heure, moins un escompte de 20%, est égal à 15c. le Killowatt-heure, prix plus élevé en général que le prix que l'on trouve dans la plupart des villes américaines.

1°—Le prix du cheval-vapeur électrique n'est pas fixé, et la seule limite opposée aux demandes que la Compagnie pourrait faire serait alors la compétition par la vapeur.

2°—Le prix du gaz dont se servent les petits manufacturiers dans leurs machines à gaz n'est pas fixé et la Compagnie pourrait très bien demander le même prix que pour le gaz d'éclairage, ce qui serait excessif et constituerait une prohibition complète contre les usages des engins à gaz.

3°—La clause qui permet l'augmentation du capital, et en même temps une nouvelle réserve de 20% à retirer en quatre ans, permet à la Compagnie d'augmenter son capital chaque fois que les profits dépasseront son dividende convenu et son 1% de dépréciation, et lui permet aussi, de cette façon, de reculer indéfiniment la participation aux bénéfices. La Ville serait ainsi exposée aux mêmes dangers pour les tiers qui serait censé lui revenir.

4°—Dans le cas où la Ville accepterait \$100,000 par an à partir de 1915, il est d'abord injuste de la priver de tout revenu payé par la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" entre 1910 et 1915; et ensuite ladite somme de \$100,000 par an est notoirement insuffisante si les chiffres donnés comme profits probables sont le minimum vrais. Il serait de beaucoup plus préférable à la Ville de demander un pourcentage sur les recettes brutes.

5°—La réserve de \$3,400,000 sur le capital actuel est excessive. D'autre part, si la Compagnie croit qu'elle en a besoin, elle devrait l'accumuler à même ses propres profits et non pas à même les profits des citoyens et de la Ville.

6°—Le contrat ne prévoit pas le cas où les profits seraient cachés par la distribution de ces profits entre d'autres sous-compagnies qui seraient composées des mêmes personnes, ou par l'adjudication de contrats à des prix excessifs à des compagnies composées des mêmes personnes. Il n'y a aucune espèce de garantie, et les citoyens verront s'évanouir les profits qui seront mentionnés dans leur rapport.

7°—Une autre grave objection, c'est le contrat pour l'éclairage des rues et des places publiques de Montréal, qui est donné à un prix fixe pour 30 ans. Le prix actuel, qui est déjà trop élevé, ne pourrait plus descendre pendant 30 ans. Le contrat pour l'éclairage des rues et des places publiques de Montréal, qui a soulevé tant de discussion dans le passé, sera ainsi donné en trois lignes du rapport de la majorité.

8°—Le monopole absolu et complet donné à la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" est une des clauses les plus terribles qui ont été proposées par la Compagnie. Comme il n'y a aucune autre clause dans le contrat qui fixe le prix maximum de l'énergie électrique fournie aux manufacturiers et qu'elle n'a aucune échelle mobile qui fera descendre ce prix à mesure que la Compagnie fera plus de profits, l'industrie serait à la merci de la Compagnie qui pourrait fixer les prix qu'elle voudrait, pourvu qu'ils soient suffisants pour rencontrer la compétition par la vapeur.

Le rapport de la majorité ne dit pas si les profits à diviser entre les consommateurs et la Ville seraient pris à même les recettes totales de la Compagnie ou simplement à même les recettes retirés en dedans des limites de la Ville.

Pour toutes ces raisons, le président de votre Commission, représentant la minorité, s'oppose au contrat tel que rapporté par la majorité. Il croit que l'avenir et la grandeur de votre Ville sont en jeu; que votre Ville sera laissée bien loin derrière Toronto et autres villes mieux favorisées, si vous adoptez le contrat projeté.

En conséquence, il recommande à votre Conseil d'ordonner à votre Commission d'étudier le plan de Boston pour voir s'il n'y aurait pas moyen de trouver un arrangement équitable pour la fourniture du gaz aux citoyens de Montréal, basé sur ce plan.

Il recommande également de refuser toute participation

mercy of the Company in the contract recommended by your Committee.

MATTERS OF DETAIL.

The great lines of the proposed contract being bad, it follows that this plan, which is wrong on the whole, presents a number of details which make it dangerous and quite unacceptable.

For instance, the starting point of the price of electricity is placed too high; the initial figure of 3-4 of a cent per hour, less a discount of 20%, is equivalent to 15 cts. per Killowatt hour, which is a rate higher on the whole than that in most American Cities.

1. The price of horse-power for electricity has not been fixed, and the only limit for the demands of the Company would be the competition by steam power.

2. The cost of gas, used by the small manufacturers, for the operation of their machines has not been fixed, and the Company could easily charge the same rate as for gas used for lighting purposes, which would be quite excessive, amounting to a complete prohibition of the use of gas engines.

3. The clause which permits the increase of capital and at the same time a new reserve of 20%, to be taken out in 4 years, allows the Company to increase its capital every time the profits exceed the dividend agreed on, and the 1% for depreciation, and we might wait indefinitely before being able to share in the profits, and the City would be exposed to the same danger for the third to which it would be entitled.

In case the City should accept \$100,000 a year after 1915, it would be unjust to deprive it of all revenue from the Montreal Light, Heat & Power Company between the years 1910 and 1915, and moreover the said sum of \$100,000 per annum is notoriously inadequate, if the figures given as the probable profits of the Company are in the slightest degree accurate. It would be much to be preferred for the City to demand a percentage on the gross earnings.

4. The reserve of \$3,400,000 on the existing capital is altogether too great. Besides, if the Company believes that it needs it, it ought to accumulate from its own profits and not from the profits of the citizens of Montreal.

5. The contract does not make allowance for a case where the profits will be so arranged that they shall be distributed amongst other sub-companies, composed of the same persons, or where contracts will be awarded to such sub-companies at excessive prices. To put the thing in a nut-shell, there is no guarantee whatever that the citizens will see anything of the profits referred to in the report.

6. Another grave objection is, that the contract for the lighting of the thoroughfares in Montreal is given at a fixed price for 30 years. The existing price, which is already too high, could not be reduced during these 30 years. The contract for the lighting of streets and public places, in Montreal, which has given rise to so much discussion in the past, could thus be given out in three lines in the report of the majority.

7. The absolute and complete monopoly which has been given to the Montreal Light, Heat & Power Company, is one of the most terrible clauses which has been proposed by the Company. There is no clause in the contract which fixes the maximum price of the electric power furnished to manufacturers, and no sliding scale whatever which would make that price smaller in proportion to the increased profits of the Company. Industries would be at the mercy of the Company, which could fix its prices as it desired, provided that it lowered the same sufficiently to meet the competition of steam power.

The report of the majority does not state whether the profit, to be divided between the consumers and the City, are to be taken out of the total receipts of the Company, or simply out of its earnings within the limits of the City.

For all the above reasons, the chairman of your Committee, representing the minority, objects to the contract as proposed by the majority. He believes that the future and the prospects of our City are a stake; that Montreal will be left far behind Toronto and other more favored cities, if you adopt such a contract.

He therefore recommends your Council to ask your Committee to study the situation in Boston for the purpose of ascertaining whether there cannot be found a more equitable arrangement for the supply of gas to the citizens of Montreal, based upon the Boston plan.

aux bénéfiques basés sur les profits et d'adopter seulement un pourcentage sur les recettes brutes.

Il recommande également de protéger les manufacturiers qui se servent du gaz et de l'électricité comme pouvoir moteur dans tout projet de contrat qui sera discuté.

Il recommande également de protéger la Ville elle-même dans son contrat pour l'éclairage de ses rues et de ses places publiques.

Enfin, dans le cas où toute négociation serait impossible, il recommande à votre Conseil de nommer une Commission spéciale chargée de négocier avec le gouvernement fédéral afin de louer, pour un terme de 99 ans, le canal de Beauharnois et de prendre les moyens immédiats pour obtenir l'argent nécessaire à l'exploitation de ce pouvoir d'eau considérable qui pourrait suffire à fournir, pour des années à venir, toute l'électricité nécessaire à l'éclairage de la Ville de Montréal et de ses citoyens, ainsi que la force motrice demandée par ses manufacturiers.

Le tout respectueusement soumis.

J.-P. GADBOIS, M.D.
Président.

AUGMENTATION DU REVENU MUNICIPAL

Suggestions du Conseil du "Montreal Board of Trade."

Montréal, 17 octobre 1906.

M. RENÉ BAUSET,
Greffier adjoint de la Ville.
Montréal.
Monsieur,

En réponse à votre communication en date du 13 courant, par laquelle vous demandiez au Conseil du "Board of Trade" d'indiquer à la Commission spéciale du Conseil municipal les meilleurs moyens, d'après lui, d'augmenter le revenu de la Ville, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'on a décidé, après mûre étude de la question, de faire les suggestions suivantes:

1. *Impôt foncier*.—La taxe foncière devrait être augmentée de 1-4 de 1 p. c. et le surplus de recettes que donnerait cette augmentation de l'impôt devrait être exclusivement consacré au pavage des rues et à la construction de trottoirs permanents.

2. *Améliorations des rues*.—Le coût des pavages et des trottoirs devrait être payé comme suit: 50 p. c. par la Ville et 25 p. c. par les propriétaires de chaque côté de la rue. La quote-part des propriétaires devrait être payée, par versements, pendant une période de 10 ans.

3. *Evaluation des immeubles*.—Une révision générale des évaluations des immeubles devrait être faite. Ce Conseil croit que, dans plusieurs cas, les estimations sont beaucoup trop basses.

4. *Lots vacants*.—Tous les lots vacants devraient être évalués à leur pleine valeur.

5. *Exemptions de taxes*.—L'on devrait réduire les exemptions de taxes, qui se chiffrent aujourd'hui à \$50,000,000, en les restreignant aux terrains et aux édifices réellement occupés par les églises, les presbytères, les écoles, les hôpitaux, les institutions de charité, et aux bibliothèques, salles de lecture, galeries d'objets d'art et musées ouverts gratuitement au public.

6. *Compagnie des Tramways*.—L'on devrait faire avec la Compagnie des Tramways un contrat par lequel cette Compagnie s'engagerait à arroser les rues où circulent ses voitures et à y enlever la neige, et par lequel elle s'obligerait aussi à transporter la pierre et les autres matériaux dont la Ville aurait besoin pour paver les rues et construire des trottoirs, ce qui permettrait à la municipalité d'économiser une forte somme d'argent.

7. *Privilèges*.—Dans tous nouveaux contrats avec les compagnies occupant les rues de la Ville, l'on devrait insérer une clause pourvoyant au paiement d'une forte proportion des recettes brutes à la Ville en retour des privilèges concédés, et les sommes encaissées de ce chef devraient être mises de côté pour créer, par capitalisation ou autrement, un fonds qui serait consacré à la construction de pavages et à l'établissement de boulevards.

He also recommends the refusal of all participation in profits based upon the net earnings instead of upon the gross receipts.

He further recommends that the manufacturers who use gas and electricity as motive power, be protected in any new contract.

He moreover, recommends that the City itself be protected in its contract for the lighting of its streets and public places.

Finally, he recommends that in case all negotiations should fail, the Council appoint a Special Committee to negotiate with the Dominion Government for a lease, for a term of 99 years, of the Beauharnois canal, and to take immediate steps in order to obtain the necessary money to operate the considerable water power contained there, which will be sufficient for years to come to supply all the electricity required for the lighting of the City of Montreal and the necessary motive power for its manufacturers.

The whole respectfully submitted.

J. P. GADBOIS, M.D.
Chairman.

INCREASE OF THE CIVIC REVENUE.

Suggestions of the Council of the Montreal Board of Trade.

Montreal, 17th October, 1906.

RENÉ BAUSET,
Asst. City Clerk,
Montreal.

Sir:—

Referring to your request of 13th instant that the Council of this Board would suggest to the Special Committee of the City Council, the best means in its opinion of increasing the civic revenue, I now beg to say that as the result of consideration of the matter the Council advocates as follows:

1. *Tax on Real Estate*.—That the tax on real estate should be increased by one-quarter of one per cent. and that the proceeds of such taxation should be exclusively devoted to permanent improvement of the roads and sidewalks.

2. *Street improvements*.—That a system should be adopted whereby the cost of paving roadways and sidewalks should be shared by the City and the proprietor, the City paying fifty per cent. of the cost and the proprietors on each side of the street bearing twenty per cent; payment of proprietors' share to be spread over a period of ten years.

3. *Assessments*.—That there should be a general revision of assessment valuations, your Committee believing that in many instances they are far too low.

4. *Vacant lots*.—That all vacant lots should be assessed at their full value.

5. *Exemptions*.—That the exemptions from taxation, which now aggregate \$50,000,000, should be reduced by restricting such exemptions to the land and buildings actually occupied by churches, presbyteries, schools, hospitals, charitable institutions, and to such public libraries, reading rooms, art galleries and museums as are open gratuitously to the public.

6. *Montreal Street Railway Company*.—That an arrangement should be entered into with the Montreal Street Railway whereby the Company would undertake the watering of the streets which they control, and the removal of the snow therefrom, also the hauling of the stone and other material required by the City for road improvement, which would effect a large saving to the City.

7. *Franchises*.—That in entering into any new contracts with Companies using the streets of the City, provision should be made that a large percentage of the gross profits should be paid to the City for the privileges granted, and that such sums should be set aside to create a fund by capitalization or otherwise, to be used in construction of permanent roads and boulevards.

8. *Commission de Contrôle.*—L'on devrait instituer une Commission de Contrôle, qui serait chargée d'adjudger tous les travaux et toutes les fournitures, de voir à ce que les entrepreneurs se conforment aux stipulations des cahiers des charges et de nommer tous les fonctionnaires municipaux.

J'ai l'honneur d'être, cher monsieur, votre obéissant serviteur,

GEO. HADRILL,
Secrétaire.

* * *

Suggestions de l'Association Immobilière de Montréal

Montréal, 19 octobre 1906.

M. RENÉ BAUSET,
Greffier adjoint de la Ville,
Hôtel de Ville.

Monsieur,

J'ai soumis à l'Association Immobilière de Montréal votre lettre du 13 septembre dernier, par laquelle vous demandiez de mettre à l'étude le projet d'augmentation du revenu de la Ville et d'indiquer à la Commission spéciale du Conseil municipal, qui est à considérer cette question, les mesures qui, dans notre opinion, devraient être prises en vue d'accroître les recettes de la Ville, et j'ai l'honneur de vous faire part des vues de notre Association, comme suit:

Economie dans l'Administration

L'Association Immobilière de Montréal est d'avis que l'augmentation des revenus de la Ville n'est peu-être pas d'une importance aussi grande, dans le moment actuel, que la diminution des dépenses; et comme c'est, après tout, l'équilibre du budget municipal que votre Commission spéciale a en vue, nous croyons que le but serait mieux atteint en recherchant les moyens de faire des économies dans les dépenses plutôt que de rechercher les moyens d'augmenter les revenus. Le trésor civique peut être comparé, dans notre opinion, au tonneau des Danaïdes; et il ne sert à rien de chercher à le remplir si l'on ne commence pas d'abord par fermer les fuites qui le tiennent toujours à sec.

Le remède que nous indiquons à cet effet est celui que nous avons prôné depuis déjà longtemps; c'est la création d'une Commission indépendante qui serait chargée de toute l'administration civique; ses commissaires seraient permanents, afin d'éviter toutes les influences qu'ils pourraient subir s'ils étaient sujets à une élection. De semblables Commissions existent dans d'autres villes, et il est très facile de constater comment elles fonctionnent et la satisfaction qu'elles donnent dans l'accomplissement de leurs charges.

Augmentation du Revenu

Dans le cas où le projet ci-dessus serait irréalisable pour le moment, ou insuffisant, il reste à trouver des sources d'augmentation du revenu.

Pour certaines personnes, la chose semble toute simple; elles en reviennent toujours à l'argument: "Augmentons la taxe sur la propriété foncière." Il n'est pas nécessaire d'être très fort en économie politique pour trouver cela. Mais la chose est-elle équitable? C'est une autre question.

Un principe élémentaire de justice veut que chacun contribue aux charges publiques dans la mesure de ses moyens; et c'est ce qui doit surtout s'appliquer dans le moment actuel où nous cherchons à créer de nouvelles sources de revenu, autres que celles qui existent aujourd'hui. Par ce moyen de ne taxer que la propriété foncière, est-ce qu'on atteint tous les citoyens dans la proportion de leur fortune? Non, mille fois non. On a beau prétendre que la propriété étant taxée, le propriétaire répartit à son tour la taxe sur l'occupant de l'immeuble. C'est un sophisme qui n'a que l'apparence du vrai. Car, quand bien même tous les citoyens sont obligés d'avoir leur résidence quelque part, ce qu'ils peuvent être appelés à payer relativement à cette résidence n'est pas toujours en raison directe de leur fortune. Tel capitaliste, qui vaut \$100,000 et n'est propriétaire que d'un immeuble de \$10,000, ne contribue, avec ce système, que dans la proportion de \$10,000 aux charges municipales, et une proportion de 90% de sa fortune en est complètement libérée. Il peut même habiter entièrement en

8. *Board of Control.*—That a board of control should be appointed in whose hands should be placed the awarding of all contracts, the supervision of the carrying out of the same, and the appointment of all civic employes.

I am Sir,

Your obedient servant,

GEO. HADRILL,
Secretary.

* * *

Suggestions of the Montreal Real Estate Association.

Montreal, 19th October, 1906.

RENÉ BAUSET,
Asst. City Clerk.
City Hall.

Sir,

I submitted to the Montreal Real Estate Association your letter of the 13th September, ult., asking the said Association to suggest to the Special Committee of the City Council, appointed to consider the question of additional sources of revenue, the best means, in our opinion, of increasing the City's revenue, and I now beg to make known to you the views of our Association, as follows:

Economy in the Administration.

The Real Estate Association are of opinion that the increase of the City's revenue is not, perhaps, as important, at the present time, as the curtailment of expenditure, and as, after all, the object which your Special Committee have in view is the equilibrium of the municipal budget, we believe that this object would be more readily attained by endeavoring to find the means of effecting a saving in the expenses than by trying to find the means of increasing the revenue. The civic treasury may be compared, in our opinion, to the vessel full of holes of the Danaïdes, and it would be useless to try to fill it, if the leaks which keep it dry are not first stopped up.

The remedy which we would suggest, in order to improve the present state of affairs, and which we have already indicated on several occasions, is the creation of an independent board, to whom would be entrusted the entire civic administration. The members of such board would be permanent, in order to avoid all the influences which they might yield to if they were elective. Similar boards already exist in other cities, and it is very easy to ascertain whether they give satisfaction to the public.

Increase of Revenue.

In the event of the above suggestion not being feasible at the present time, or insufficient, additional sources of revenue must be found.

For certain persons the matter seems quite simple; their invariable suggestion is: "let us increase the real estate tax." It is not necessary to be very conversant with political economy to find that. But would this be equitable? That is another question.

An elementary principle of justice requires that each ratepayer should contribute to the cost of the administration of public affairs in proportion of his means, and this principle should be applied especially at the present time, when we are endeavoring to create new sources of revenue. By only taxing real estate, are all the citizens reached in proportion to their wealth? No. The contention that when real estate is taxed, the proprietor apportions the tax on the occupant of the property, is a sophism which has, but the appearance of truth; inasmuch as, admitting that all citizens are obliged to reside somewhere, the amount they are called upon to pay in connection with their residence, is not always in a direct ratio to their wealth. A capitalist whose wealth amounts to \$100,000 and who only owns a property worth \$10,000, only contributes, under this system, to the extent of \$10,000 towards the cost of civic administration, and 90% of his wealth is entirely free from taxation. He may even reside outside

dehors de la Ville et se soustraire ainsi complètement aux contributions municipales. Cependant il profite, comme tous les autres, des améliorations et autres avantages que lui fournit la Ville et pour lesquels cette dernière est obligée de payer. Il devra donc y contribuer sa quote-part.

Il est faux de dire que certaines améliorations civiques, telles que les pavages permanents, les élargissements de rues, etc., sont pour l'avantage des propriétés riveraines; si ces améliorations sont requises, ce n'est pas pour les maisons qui bordent ces rues, mais c'est plutôt pour le commerce en général, et c'est toute la Ville qui en profite; et, parmi ceux qui en profitent, celui-là même qui se soustrait aux contributions civiques, soit en demeurant en dehors des limites ou en n'habitant qu'un immeuble insignifiant comparé à sa fortune personnelle, est peut-être celui qui en retire le plus de bénéfices. Aussi, le projet de faire payer le coût de ces améliorations (pavages permanents, etc.) aux propriétés riveraines ne serait pas plus juste que de leur faire payer l'éclairage, l'eau, la police et tous autres services, en prétendant qu'ils sont créés pour l'avantage des propriétés, et que si ces services n'existaient pas, les propriétaires trouveraient difficilement à louer leurs propriétés.

Nous estimons donc que le capital mobilier doit être imposé tout aussi bien que le capital immobilier, et il n'y a pas de raison plausible pour établir une distinction entre les deux, sauf la difficulté de percevoir l'impôt sur le capital mobilier, tandis qu'il est si facile de le percevoir sur la propriété foncière. A cet argument, nous répondons que, quand bien même la perception de l'impôt sur le capital mobilier subirait des pertes de 25% et même de 50% du chiffre pour lequel il est porté, ce qui en serait retiré serait toujours autant d'apporté au revenu civique, et la justice du principe serait mise à effet.

On objecte, en certains lieux, que si l'on impose le capitaliste, il se retirera pour aller opérer dans un endroit où on ne l'impose pas, et que la Ville perdra le bénéfice de ses opérations. Cet argument est puéril à sa face, car on peut être assuré que le capitaliste qui réalise de gros bénéfices en opérant sur la rue Saint-Jacques ou ailleurs, dans le centre des affaires, n'ira pas établir ses bureaux à l'Abord-à-Plouffe avec autant de succès; et, dans tous les cas, il se trouvera à peine un homme d'affaires sur mille qui abandonnera un bon poste d'affaires à cause de l'imposition d'une taxe qui ne représentera qu'une portion très minime de son revenu.

Il n'y a donc pas de raison plausible pour exempter la fortune mobilière de contribuer au revenu civique, et pour en faire supporter toute la charge par la fortune immobilière.

Comment doit s'imposer la Taxe?

Il est bon de faire remarquer ici que le système d'imposition de la taxe, tel qu'actuellement mis en vigueur même en ce qui concerne la propriété immobilière, n'est pas juste. En effet, ce n'est pas le capital, soit mobilier ou immobilier, qui doit être taxé, mais c'est le revenu.

Cette prétention est d'ailleurs en harmonie avec la loi naturelle qui veut que les contributions soient des charges qui s'adressent à l'usufruit et non pas au capital. Avec le système actuel, une personne qui possède une propriété d'une valeur de \$10,000, qui ne lui rapporte que \$100 de revenu, paie dix fois plus de taxe que son voisin qui retire le même revenu avec une propriété d'une valeur de \$1,000 seulement.

Cette application de la taxe est mauvaise, et l'idéal serait que le capital, mobilier ou immobilier, soit imposé suivant le revenu qu'il produit. Quant aux biens inactifs, tels que les terrains vacants, on pourrait leur attribuer un revenu fictif sur lequel ils auraient à payer l'impôt.

Projets erronés

Nous ne voulons pas, dans cette expression d'opinion, réfuter les projets plus ou moins erronés qui se sont déjà faits jour à l'hôtel de ville à ce sujet. Mais nous ne pouvons passer sous silence certaines expressions d'opinion, venant de personnes autorisées, et qui affectent d'une façon assez directe l'exposé ci-dessus.

Nous signalerons en premier lieu la proportion étrange émise, il y a quelques jours, par le trésorier de la Ville à l'endroit de la perception de la taxe d'eau, disant que la Ville perd annuellement \$50,000 sur la taxe d'eau, et que cette somme serait épargnée si l'on faisait payer cette taxe par le propriétaire. Il n'est pas nécessaire de faire de longues recherches pour sonder toute la profondeur de cet argument; mais, sans considérer l'injustice de cette

de la Ville et se soustraire ainsi complètement aux contributions municipales. Cependant il profite, comme tous les autres, des améliorations et autres avantages que lui fournit la Ville et pour lesquels cette dernière est obligée de payer. He should therefore be called upon to contribute his share.

It is not true that certain civic improvements, such as permanent pavings, widening of streets, etc., are for the advantage of bordering properties; when such improvements are required, it is not for the buildings bordering upon such streets, but rather for trade generally, and the whole of the City profits thereby, and among all those who do profit thereby, he who evades all civic taxes, either by residing outside of the City limits or by occupying a property of an insignificant value as compared with his personal wealth, is perhaps the very one who derives the greatest benefit therefrom. Therefore it would be as unjust to compel bordering proprietors to pay the cost of such improvements (permanent pavings, etc.) as to call upon them to pay the cost of lighting, of water, of the police service and other services, on the ground that the same have been created for the advantage of real estate, and that, if these services did not exist, the real estate owners would have much difficulty in renting their properties.

We therefore believe that movable capital should be taxed the same as immovable capital, and there is no plausible reason for establishing a distinction between them, except the difficulty of collecting the tax on movable capital, while it is so easy to collect it on real estate. To that argument we reply that, even if in the collection of the tax upon movable capital there was a loss of 25% and even 50% of the amount assessed, the sum collected would increase by so much the civic revenue that the justice of the principle would be recognized.

It is objected in certain quarters that if capitalists were taxed they would leave the City, and go to another place where they would be free from taxation, and that the City would lose the benefit of their operations. This argument is futile on its very face, for one may rest assured that the capitalist who realizes large profits by operating on St. James street or elsewhere in the centre of the business district, will not remove his office to l'Abord-à-Plouffe, where he would certainly not obtain as much success; and at all events, there would hardly be one business man out of 1,000 who would abandon a good commercial stand on account of the levying of a tax, representing, but a very small portion of his income.

There is therefore no plausible reason for exempting movable wealth from all taxes and for laying the whole burden of taxation on immovable wealth.

How taxes Should be Levied?

It is proper to point out here that the present system of taxation, even as regards the real estate, is not just; indeed, it is not capital, whether movable or immovable, which should be taxed, but income.

This contention is in harmony with natural law, which requires that taxes be levied on the returns realized and not on capital. Under the existing system, a person owning a property worth \$10,000, which only gives him an income of \$100, pays a tax 10 times higher than his neighbor, who derives the same income from a property worth only \$1,000.

This mode of taxation is bad, and the ideal system would be to tax capital, both movable and immovable, according to the income derived therefrom; as regards unproductive properties, such as vacant lands, a fictitious income might be attributed to them on which a tax would be levied

Erroneous Projects.

We do not intend to refute, here, the arguments advanced in support of more or less erroneous systems of taxation which have been suggested, but we cannot pass over in silence certain opinions expressed by authorized persons and which are contrary to the principles which we have just laid down.

We will first call your attention to the odd statement made, a few days ago, by the City Treasurer, that the City loses annually \$50,000 on the water rates, and that this sum would be collected if proprietors were called upon to pay such rates. It is not necessary to make long researches to sound all the depth of that argument, but without considering the injustice of such a proposal, we will put to the City Treasurer this simple question: "If the City loses

proposition, M. le trésorier va-t-il jusqu'à dire que si la Ville perd cette somme, malgré les moyens qu'elle a à sa disposition (ceux de discontinuer le service d'eau, de saisie, etc.) comment le propriétaire pourra-t-il lui-même faire cette collection sans perte, quand il perd déjà son loyer; car il est de fait avéré que ceux qui font perdre le montant de la taxe d'eau à la Corporation font également perdre aux propriétaires le loyer de plusieurs mois.

Et si l'on admet ce principe qui est de toujours reporter à la charge du propriétaire, pourquoi s'arrêter en si bon chemin et ne pas faire payer également aux propriétaires le service d'éclairage des rues, celui de l'enlèvement des déchets, peut-être même celui des tramways et du téléphone, quand on viendra à les municipaliser, en un mot tout reporter à la charge du propriétaire et le mettre agent-collecteur de la municipalité, alors qu'il n'aura qu'à venir verser, à date fixe, la forte somme dans le trésor civique, quitte à chercher à s'en faire rembourser avec une perte, plus ou moins grande par ses locataires. Si ce desideratum de M. le trésorier se réalisait, la Ville pourrait en outre économiser beaucoup sur les salaires de ses employés, en commençant le premier par celui de cet excellent officier; car la tenue des livres serait singulièrement facilitée, et il n'y aurait plus besoin de d'un employé pour encaisser la recette, assisté du shérif pour faire vendre les immeubles des propriétaires trop tardifs à payer ou incapables de faire balancer la rentrée de leurs loyers avec les sommes à verser dans le trésor civique.

Un autre argument dangereux est celui de l'emprunt à outrance. On semble aujourd'hui découvrir des sources inespérées de revenu lorsqu'on a trouvé moyen d'emprunter. Cette manière d'agir ressemble beaucoup à la manière de certains débiteurs qui considèrent une dette payée du moment qu'ils ont donné leur billet en règlement de cette réclamation. Il est vrai que ces emprunts contractés par la Ville sont de nouvelles charges sur la propriété foncière; mais cela importe peu, car avec le système actuel: "Tout sur la propriété foncière," c'est là son désir. C'est sans doute pour être en harmonie avec cet appétit d'emprunter que l'évaluation des propriétés a été élevée cette année d'un chiffre fabuleux. On trouve que c'est là un exploit de haute finance, car non seulement il va faire rentrer dans les coffres civiques un surplus de contribution qui va être apporté par les propriétaires fonciers, mais encore il permettra d'emprunter une plus forte somme. Et c'est ainsi que le propriétaire est exposé aux coups d'une épée à deux tranchants.

Conclusions

De ce qui précède, votre Commission voudra bien ne pas inférer que les propriétaires fonciers sont rebelles à tout impôt qui les affecte. Nous voulons seulement que justice égale soit rendue, et nous vous disons: "Imposez des charges raisonnables sur la fortune mobilière aussi bien que sur la fortune immobilière; que ces charges soient imposées en raison du revenu qu'elles produisent, de manière à ce que tous les citoyens qui profitent des avantages de la Ville contribuent dans la mesure de leurs moyens aux charges nécessaires pour les rencontrer." Et nous ajouterons de plus: "Si, après avoir pris les moyens nécessaires pour obtenir les résultats indiqués ci-dessus, les revenus civiques sont encore insuffisants, les propriétaires fonciers seront disposés à supporter de nouvelles contributions pour équilibrer le budget."

Ces expressions d'opinion ont été, à maintes reprises, émises devant votre Commission. Il y a deux ans, une délégation de notre Association s'est présentée à trois séances successives de la Commission du Revenu, et, après discussion de divers moyens, nous avons été informés que l'on considérerait nos vues comme justes, et qu'une initiative dans ce sens serait prise lorsqu'il y aurait lieu. Malheureusement, le vent d'influences étrangères a probablement changé la direction des opinions alors exprimées, et c'est pourquoi nous revenons sur ce sujet avec un exposé plus long peut-être que nous l'aurions voulu.

Nous sommes prêts, cependant, en aucun temps, à exposer de vive voix nos opinions devant votre Commission, ainsi qu'à discuter avec tous autres corps délibérants la légitimité de nos propositions et la valeur des autres systèmes qui ont déjà pu être proposés.

J'ai l'honneur d'être, cher monsieur,

Votre dévoué serviteur,

VICTOR MORIN,

Secrétaire de l'Association Immobilière de Montréal.

this sum notwithstanding the means at its disposal (shutting off the water, writs of distress, etc.), how will the proprietor manage to collect the same without loss, when he already loses his rent?" And it is a well known fact that those who do not pay their water rates to the Corporation do not pay either the rent to their landlord.

And if the principle of laying the whole burden of taxation on the real estate owner is admitted, why not compel him also to pay the cost of street lighting, of removal of garbage and even of the street railway and telephone services when the same have been municipalized, in a word, charge him with everything and make him a collecting agent of the municipality. He would then have only to go to the City Hall at a fixed date and pay his dues into the civic treasury, and his only recourse would be to try and have the same refunded, with a more or less heavy loss, by his tenants. If this desideratum of the Treasurer was realized, the City could, moreover, make a large saving on the salaries of its employes, beginning by that of this excellent official, inasmuch as the book-keeping would be much facilitated, and but one employe would then be needed to collect the taxes and sell, with the assistance of the Sheriff, the properties of the real estate owners, too slow in paying their taxes, or unable to maintain the equilibrium between their rents and their dues.

Another dangerous system is that of borrowing continually. It is considered that unexpected sources of revenue have been discovered when the means of borrowing has been found. This course resembles much that of certain debtors who consider a debt as paid when they have handed their note in settlement of a claim. It is true that these loans raised by the City are new burdens on real estate, but this is of no importance, for, under the existing system, it is understood that real estate must be overburdened. It is no doubt in accordance with this principle that the valuation of properties has been enormously increased this year; this is considered as a feat of high finance, for not only an additional revenue, paid by the real estate owners, will thus be obtained, but moreover the City will thereby be enabled to borrow a larger sum of money; the real estate owner is thus exposed to the stabs of a two-edged sword.

Conclusions.

From the above statements your Committee must not infer that the real estate owners are opposed to all taxes affecting them; we only ask for equal justice to everybody, and we say to you: "Levy reasonable taxes on movable wealth as well as on immovable wealth; take the income of each citizen as the basis of taxation, so that all those who profit by the advantages afforded by the City may contribute, in proportion to their means, towards the cost of civic administration." And we will add: "If, after taking the necessary means of obtaining the results above indicated, the civic revenue is still insufficient, the real estate owners will be willing to bear additional burdens in order to equilibrate the budget."

These opinions have been expressed on several occasions before your Committee; two years ago, a delegation appointed by our Association attended three successive meetings of the Committee on Revenue, and after discussion of the several means of augmenting the City's financial resources, we were informed that our views were considered sound and just, and that a recommendation on the lines suggested by us, would be made in due time; unfortunately, the wind of outside influences has probably changed the direction of the opinions then expressed, and this is the reason why we have again discussed this subject at length.

We are prepared, however, to express our views *viva voce*, at any time before your Committee, and also to discuss with any other deliberative bodies the equitableness of our suggestions, and the value of the other systems which may have already been proposed.

I am, Sir,

Your obedient servant,

VICTOR MORIN,

Secretary Montreal Real Estate Association.

DELIBERATIONS

COMMISSION DE LA VOIRIE

Compte rendu de l'assemblée du 30 octobre

Sont présents: MM. les échevins Larivière, président, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, O'Connell et J.-B.-A. Martin.

DELEGATIONS

1.—M. Messier, maire de DeLorimier, et M. l'abbé J.-E. Brien, curé de la paroisse de Rosemont, se présentent devant la Commission au sujet de la construction du tunnel de la rue Iberville par la Compagnie du Pacifique Canadien.

La sous-commission, composée de MM. les échevins Martin et Giroux, fait rapport de l'entrevue qu'elle a eue avec M. McNichol, second vice-président et gérant-général de la Compagnie, et elle déclare que la Compagnie du Pacifique est prête à construire un tunnel de 30 pieds de largeur au lieu de 60 pieds, comme la Ville le demande, attendu qu'un tunnel de 60 pieds coûterait à la Compagnie au moins \$150,000, car il lui faudrait exproprier beaucoup de terrains à \$1.00 le pied, tandis qu'un tunnel de 30 pieds de largeur coûterait à peu près \$45,000.

M. Messier dit qu'il n'est pas surpris de l'exagération de la Compagnie du Pacifique et qu'il a été obligé d'aller à Ottawa pour obtenir un droit de passage sur cette partie de la rue Iberville. Il ajoute qu'il est lui-même prêt à offrir à la Compagnie du Pacifique, à 23 cents le pied et non à \$1.00, le terrain qu'il possède et que requiert la Compagnie, ainsi que celui de la succession Hogan. Il termine en déclarant qu'un tunnel de 60 pieds est absolument nécessaire, vu le danger auquel est exposé le trafic considérable à cet endroit.

M. l'échevin Giroux informe la Commission que M. McNichol a déclaré à la sous-commission que la Compagnie pouvait prouver qu'un tunnel de 60 pieds de largeur n'est pas nécessaire au trafic actuel, et que la Ville devrait se contenter d'un tunnel convenable; et que la Compagnie est prête à mettre des barrières à niveau, si la Ville pense aussi qu'un tunnel n'est pas absolument nécessaire pour le présent, et que plus tard la Compagnie construira un tunnel de plus de 30 pieds de largeur.

M. le président dit qu'il serait prêt à proposer que le tout soit soumis au Département en Loi avec instructions de procéder immédiatement à forcer la Compagnie de construire un tunnel de 60 pieds d'après les plans de l'inspecteur de la Ville.

M. l'échevin Giroux informe la Commission qu'il serait plus avantageux pour la Ville de se contenter, pour le présent, des barrières à niveau, plutôt que d'intenter un procès au Pacifique pour obtenir un tunnel de 60 pieds, et il

Propose: Qu'un gardien soit nommé à la traverse du chemin de fer de la rue Iberville, avec instructions de faire rapport tous les jours, pendant 15 jours consécutifs, sur le trafic de la rue Iberville et aussi sur les arrêts des trains.

M. l'abbé Brien informe la Commission que les citoyens de Rosemont n'ont d'autre sortie que la rue Iberville, et que souvent il leur faut attendre 15 ou 20 minutes avant de traverser la voie ferrée du Pacifique à cause des trains qui stationnent à cette traverse, et que la construction d'un tunnel serait bien vue des citoyens de Rosemont.

M. l'échevin Lévesque, représentant du quartier Duvernay, se plaint que le commerce de son quartier en souffre aussi, et que les épiciers et autres marchands sont obligés d'attendre très longtemps avant de traverser la voie du Pacifique.

Après longue discussion, il est

Résolu: Que la proposition de M. l'échevin Giroux soit adoptée.

ROAD COMMITTEE

Report of Meeting held the 30th of October.

Present: Ald. Larivière, chairman, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, O'Connell and J. B. A. Martin.

DELEGATIONS.

1.—Mr. Messier, mayor of DeLorimier, and Revd. J. E. Brien, curate of the parish of Rosemont appeared before the Committee, anent the construction of the Iberville street tunnel, by the Canadian Pacific Railway Co.

The sub-committee, composed of Ald. Martin and Guay, made a report on their interview with Mr. McNichol, second vice-president and general manager of the Company, stating that the Canadian Pacific Railway was ready to build a tunnel 30 feet in width, instead of 60 feet, as called for by the City, as a tunnel 60 feet wide would cost the Company, at least, \$150,000; it would have to expropriate many properties at \$1.00 per foot, whereas a tunnel 30 feet wide would only cost about \$45,000.

Mr. Messier remarked he was not surprised to hear of this exaggeration on the part of the Canadian Pacific Railway Co., and that he had been obliged to go to Ottawa to obtain a right of way on said part of Iberville street. Mr. Messier added, he was ready to offer the Canadian Pacific Railway land at 23c. per foot instead of \$1.00. This land he owned, and it might be required by the Company, as also might the land of the Hogan estate. He concluded by stating that a tunnel, 60 feet wide, was positively necessary, in view of the danger due to the heavy traffic in said locality.

Ald. Giroux informed the Committee that Mr. McNichol had represented that the Company was in a position to prove that a 60 ft. wide tunnel was not necessary for present traffic, and that the City should be satisfied with a convenient tunnel; and, that the Company was ready to place gates. Should the City also judge that a tunnel is not absolutely necessary at present, later on, the Company would construct a tunnel larger than 30 feet wide.

The chairman stated he was ready to submit the whole matter to the Law Department with instructions to proceed immediately to force the Company to build a tunnel 60 feet wide, according to the City Surveyor's plans.

Ald. Giroux informed the Committee, that it would be more advantageous for the City to be content with level gates, now, rather than enter into a law suit with the Canadian Pacific Railway to obtain a 60 feet wide tunnel, and he moved:

"That a guardian be appointed to the Iberville street railway crossing, with instructions to report every day, for 15 consecutive days, as to the traffic on Iberville street, also to report on the stoppage of cars."

Revd. Father Brien, informed the Committee that the citizens of Rosemont had no other egress than Iberville street, and that often, they had to wait 15 to 20 minutes before crossing the railway tracks on account of trains which stop at said crossing; and that citizens of Rosemont would appreciate the construction of a tunnel.

Ald. Lévesque, representing Duvernay ward, complained that the traffic of his ward suffered. He also complained, that grocers and other traders were obliged to wait a long time before crossing the railway tracks.

After a long discussion, it was

Resolved: That Ald. Giroux's motion be adopted.

2.—M. le président informe M. Messier, maire de DeLo-rimier, que si le plan a été modifié par les ingénieurs de la Ville, pour la construction de l'égout de la rue Iberville, au Nord de la voie du Pacifique, la Ville prendra la question en considération.

3.—Des cochers de place du poste de l'angle des rues Craig Est et Saint-Denis, demandant un plus grand kiosque, attendu que le nombre des cochers de ce poste a été augmenté de 12 à 40.

Sur proposition de M. l'échevin Leclaire, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à acquiescer à cette demande.

4.—M. l'échevin Major se présente devant la Commission, accompagné de M. Corbeil, et demande qu'un trottoir permanent soit construit en face de la propriété de M. Corbeil, située à l'angle Nord-ouest des rues Marie-Anne et Mentana.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié de préparer un estimé à cet effet, et de présenter un rapport au Conseil en conséquence.

5.—M. l'échevin Duquette se présente devant la Commission, accompagné de M. Brodeur, boulanger, et demande que la rue Fabre soit macadamisée à partir de l'avenue Mont-Royal jusqu'à 300 pieds vers le Nord, afin de donner une sortie à M. Brodeur. Il déclare que le coût des travaux serait très minime, attendu qu'il y a actuellement une grande quantité de pierre sur la rue Fabre, au Sud de l'avenue Mont-Royal.

M. l'échevin Marin, présent à l'assemblée, demande aussi de réparer le macadam de la rue Saint-Germain.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à faire les travaux ci-dessus mentionnés, et d'opérer le virement d'un montant nécessaire pour ces travaux, s'il n'a pas les fonds disponibles.

6.—A la demande de M. l'échevin Marin, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié d'enlever la terre laissée sur la rue Sainte-Catherine Est, quartier Hochelaga, par la "Montreal Street Railway Co."

7.—M. D. McDonald, gérant-général de la "Montreal Street Railway Co." se présente devant la Commission et soumet une demande de la Compagnie, accompagnée d'un plan d'une nouvelle ligne comprenant celle de la rue Rachel, partant du centre de la Ville et allant jusqu'aux extrêmes limites Nord-est de la Ville par la ligne du Terminal et une partie de la ligne de la rue Rachel comme suit:

Départ de la rue Côté, rue Craig, avenue de l'Hôtel-de-Ville, jusqu'à la rue Sherbrooke, rue Cadieux, av. Duluth, rue Saint-André, rue Marie-Anne, rue Parthenais, avenue Mont-Royal, jusqu'à la rue Iberville, et retour par l'avenue Mont-Royal, rue Parthenais, rue Marie-Anne, rue St-André, rue Rachel, rue Cadieux, rue Ontario, rue Saint-Urbain, rue Craig jusqu'à la rue Côté.

M. McDonald dit que l'intention de la Compagnie est de donner un service de tramways à une section considérable du Nord-est de la Ville et de décongestionner les circuits des rues Saint-Laurent, Saint-Denis et Amherst.

M. l'échevin Leclaire demande à M. McDonald si la Compagnie donnera des correspondances avec les autres lignes, attendu que la Compagnie doit passer sur les voies du Terminal.

M. McDonald déclare que les correspondances seront les mêmes que sur les autres lignes.

Sur proposition de M. l'échevin Lapointe, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant que la demande de la "Montreal Street Railway Co." soit acceptée, suivant le plan annexé, à la condition qu'aucune voie additionnelle soit placée sur la ligne du Terminal, et que permission soit obtenue par la "Montreal Street Railway Co." de la "Montreal Terminal Co." de se servir de ses voies, avant de commencer l'opération de la nouvelle ligne projetée. (M. l'échevin Leclaire dissident.)

8.—M. D. McDonald demande à la Commission de reprendre en considération la demande de la Compagnie au sujet de l'établissement d'une voie de raccordement sur la rue Saint-Thomas.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant que permission soit accordée à la "Montreal Street Railway Co." de construire une voie de raccordement sur la rue William, de la rue McCord à l'usine de génération, et sur la rue Saint-Thomas, depuis la rue William jusqu'à la rue Ottawa, et sur la rue Ottawa jusqu'au canal Lachine, à certaines conditions.

2.—The chairman informed Mr. Messier, mayor of DeLo-rimier that if the plan had been altered by the City engineers, for the construction of the Iberville street sewer, North of the Pacific Railway tracks, the City would consider the matter.

3.—From cabmen of the the cabstand, situated corner of Craig east and St. Denis, asking that a larger kiosk be given them, as the number of cabmen at said stand had increased from 12 to 40.

On motion of Ald. Leclaire, it was

Resolved: That the City Surveyor be authorized to grant said request.

4.—Ald. Major, appeared before the Committee, accompanied by Mr. Corbeil, and asked that a permanent sidewalk be laid in front of Mr. Corbeil's property, North-west corner of Marie-Anne and Mentana streets.

Resolved: That the City Surveyor be instructed to prepare an estimate to that effect, and that a report be made to Council accordingly.

5.—Ald. Duquette appeared before the Committee, with Mr. Brodeur, baker, and asked that Fabre street be macadamized, from Mount-Royal avenue to 300 feet northwards, in order to allow Mr. Brodeur an outlet. He stated that the total cost of the work would be very slight, as there is now a great quantity of stone on Fabre street, south of Mount-Royal avenue.

Ald. Marin, who was present at the meeting, asked that the St. Germain street macadam be repaired.

Resolved: That the City Surveyor be authorized to do the above mentioned work, and to vary the necessary amount for said work, if there is no available funds on hand to do it.

6.—At the request of Ald. Marin, it was

Resolved: That the City Surveyor be requested to remove the earth left on Ste. Catherine street East, Hochelaga ward, by the Montreal Street Railway Company.

7.—Mr. D. McDonald, general manager of the Montreal Street Railway Company appeared before the Committee and submitted an application made by the Company, together with a plan, for a new line including the Rachel street route, starting from the centre of the City and running to the North-eastern limits of the City through the Terminal Railway line and a portion of Rachel street line, as follows:

"Starting from Côté st., along Craig st., Hôtel-de-Ville avenue, up to Sherbrooke street, Cadieux street, Duluth avenue, St. André, Marie-Anne, Parthenais streets, Mount-Royal avenue to Iberville street; and returning by Mount-Royal avenue, Parthenais, Marie-Anne, St. André, Rachel, Cadieux, Ontario, St. Urbain and Craig streets to Côté street."

Mr. McDonald, stated that the Company's intention was to give a railway service to a considerable section of the North-eastern part of the City, in order that the St. Lawrence, St. Denis and Amherst street routes may not have so much congested traffic.

Ald. Leclaire asked Mr. McDonald if the Company would give transfers to the other lines, seeing that the Company must pass on the Terminal Railway tracks. Mr. McDonald answered that the transfers would be the same as on the other lines.

On motion of Ald. Lapointe, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending, that the application made by the Montreal Street Railway Co. be accepted, according to the annexed plan, provided no additional tracks be laid on the Terminal Railway route; provided also that permission be obtained by the Montreal Street Railway Co. from the Montreal Terminal Railway Co., to make use of its tracks, before commencing the operating of the new proposed route (Ald. Leclaire dissenting.)

8.—Mr. D. McDonald asked the Committee to reconsider the Company's application for a connecting track on St. Thomas street.

Resolved: That a report be made to Council recommending that permission be given the Montreal Street Railway Co. to construct a connecting track on William street, from McCord street to the power-house, and on St. Thomas street, from William street to Ottawa street, and on Ottawa street to the Lachine canal, on certain conditions.

9.—M. le président demande à M. McDonald si la "Montreal Street Railway Co." serait disposée à donner des billets de faveur (pass) aux employés du service de la Voirie.

M. McDonald informe M. le président que cette question n'est pas de son ressort, mais il suggère de formuler cette demande à la Commission.

Question différée.

10.—M. le président informe la Commission qu'il a convoqué à cette assemblée les entrepreneurs de la confection des trottoirs permanents, afin de savoir d'eux s'ils peuvent compléter, avant les mauvais temps, les ordres qui leur ont été donnés.

MM. Bélanger & Cochrane informent la Commission que, si le beau temps se continue, les travaux seront terminés dans trois ou quatre semaines.

11.—*Résolu*: Que la sous-commission de l'Hôtel de Ville soit priée d'installer des lampes électriques supplémentaires dans la chambre de cette Commission.

REQUETES, ETC.

12.—De M. J. Parent, cocher de place, demandant, au nom des cochers de place de la rue Craig, à l'angle de la rue Saint-Gabriel, un kiosque additionnel.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville pour rapport.

13.—Sur proposition de M. l'échevin Leclaire, il est

Résolu: Que l'égout de la rue Cowan, entre les rues Comte et Saint-Zotique, soit construit à la journée (M. l'échevin Lapointe dissident.)

14.—De M. A.-A. Bélanger refusant d'accepter la nomination de dessinateur dans le service de la Voirie, à moins de \$1,200 par année.

Déposée sur le bureau.

15.—De M. H.-G. Stanton, un compte pour travail supplémentaire.

Déposé sur le bureau.

16.—De M. J. Paquette, un compte de \$4.56 en réduction du montant qui lui a été chargé pour l'entretien des trottoirs en hiver.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié de préparer un mandat à cet effet.

17.—De M. F.-R. Beaulieu réclamant \$26 pour ouvrage nécessaire aux chassis de sa cave par le changement du niveau du trottoir permanent à l'angle des rues DeMontigny et Poupart.

Soumis à ce sujet un rapport de l'inspecteur de la Ville.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié de préparer un mandat à cet effet.

RAPPORTS

18.—De l'inspecteur de la Ville au sujet de la demande de la Compagnie du Pacifique Canadien d'une permission à l'effet de changer le niveau du trottoir en face de la nouvelle bâtisse que la Compagnie doit construire sur la rue Osborne. En retour, la Compagnie offre de remplacer le trottoir actuel par un pavage en blocs de scories et d'y placer des puisards pour égoutter la rue.

Résolu: Que cette permission soit accordée à la Compagnie du Pacifique Canadien aux conditions ci-dessus mentionnées.

19.—De l'inspecteur de la Ville, au sujet de la demande pour un égout dans la rue Boyer, entre les rues Beaubien et Comte.

Question différée.

20.—A la demande de MM. les échevins Duquette et Houlé, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport recommandant la construction d'un égout dans la rue Lasalle, depuis l'avenue Laurier jusqu'à la rue Gilford.

21.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$1,500 affecté au réparation du pavage permanent de la rue Ontario, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Denis, et d'appliquer ledit montant aux puisards.

22.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$500 affecté au réparation du pavage permanent de la rue Ontario, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Denis, et d'appliquer le dit montant aux raccordements d'égouts.

23.—Sur proposition de M. l'échevin Giroux, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$1,000

9.—The chairman asked Mr. McDonald if the Montreal Street Railway Co. would be disposed to grant passes to the employes of the Road Department.

Mr. MacDonald informed the chairman that this question was not within his province, but he suggested that the application be sent to the Company.

Consideration deferred.

10.—The chairman informed the Committee he had invited to the meeting the contractors who laid permanent sidewalks, in order to ascertain whether they could complete, before bad weather sets in the orders they had received. Messrs. Bélanger & Cochrane, informed the Committee that, if the fine weather continued, the work would be completed within 3 or 4 weeks.

11.—*Resolved*: That the City Hall sub-committee be requested to place additional electric lights in this Committee room.

PETITIONS, ETC.

12.—From Mr. J. Parent, cabman, asking, on behalf of cabmen standing on Craig street, corner of St. Gabriel, that they be granted an additional kiosk.

Referred to the City Surveyor for report.

13.—On motion of Ald. Leclaire, it was

Resolved: That the Cowan street sewer, between Comte and St. Zotique streets be constructed by day labor, (Ald. Lapointe dissenting.)

14.—From Mr. A. A. Bélanger, refusing the appointment of draughtsman in the Road Department, at less than a salary of \$1,200 per year.

Laid on the table.

15.—From Mr. H. G. Stanton, a claim for supplementary work.

Laid on the table.

16.—From Mr. J. Paquette, a claim of \$4.56 for overcharge for the keeping in good order of his sidewalks, in winter.

Resolved: That the City Surveyor be instructed to prepare a voucher to that effect.

17.—From Mr. F. R. Beaulieu, for the sum of \$26 for work necessitated to the windows of his cellar, caused by the change of level of the permanent sidewalk, corner of DeMontigny and Poupart streets.

In this connection, submitted a report from the City Surveyor.

Resolved: That the City Surveyor be instructed to prepare a voucher to that effect.

REPORTS.

18.—From the City Surveyor anent the application made by the Canadian Pacific Railway Co., to change the level of the sidewalk in front of the new proposed building of the Company in Osborne street. The Company offered to replace the existing sidewalk by a scoria block paving, and to place gullies to drain the street.

Resolved: That said permission be granted to the Canadian Pacific Railway Co. on the above conditions.

19.—From the City Surveyor anent the petition for a sewer in Boyer street, between Beaubien and Comte streets.

Consideration deferred.

20.—At the request of Ald. Duquette and Houlé, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending the laying of a sewer in Lasalle street, from Laurier avenue to Gilford street.

21.—*Resolved*: That a report be made to Council asking for authority to vary a sum of \$1,500 voted for repairs to permanent paving on Ontario street, between the St. Lawrence boulevard and St. Denis street, and apply same to gullies.

22.—*Resolved*: That a report be made to Council asking for authority to vary a sum of \$500, voted for repairs to permanent paving on Ontario street, between the St. Lawrence boulevard and St. Denis street, and apply same to sewer connections.

23.—On motion of Ald. Giroux, it was

Resolved: That a report be made to Council asking for

affecté au réparation du pavage permanent de la rue Amherst, entre les rues Sainte-Catherine et Ontario, et d'appliquer ledit montant à défrayer le macadamisage de la partie expropriée de la rue Amherst, entre les rues Craig et Sainte-Catherine.

24.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$400 affecté au réparation du pavage permanent de la rue Craig, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Bleury, et d'appliquer ledit montant à défrayer le réparation du pavage en "bitulithic" sur la rue Dorchester, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Bleury.

25.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$100 affecté aux soupapes de sûreté, et d'appliquer ledit montant aux noms et numéros de rues.

26.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$68.52 affecté aux soupapes de sûreté (pour drains) et d'appliquer ledit montant à la garantie retenue pour réparations aux trottoirs en "firimite."

Ajournement.

RAOUL BOLTE,
Secrétaire.

COMMISSION DES FINANCES

Compte rendu de l'assemblée du 31 octobre

Sont présents: MM. les échevins Payette, président, Sadler, L.-A. Lapointe, DeSerres, Lavallée, Robinson et Molson.

1.—Lue une requête de l'Association des Bouchers énonçant ses griefs contre la Compagnie D.-B. Martin, des abattoirs de l'Est.

Résolu: De demander au Département en Loi si, en vertu des contrats et de la loi, ladite Association a le droit de se plaindre et si le Conseil peut intervenir et remédier aux griefs contenus dans cette requête.

2.—Soumis et lu le procès-verbal de la sous-commission de l'Hôtel de Ville en date du 26 octobre.

M. l'échevin Lapointe s'oppose à la lecture et à l'adoption de ce procès-verbal, attendu qu'il n'est pas signé par la majorité des membres de la sous-commission; mais, comme il est constaté que, d'après la résolution adoptée par la Commission des Finances, il est suffisant que les procès-verbaux des sous-commissions soient signés par la majorité de membres présents, M. l'échevin Lapointe n'insiste pas sur son objection et le procès-verbal est adopté.

3.—Soumis et lu le rapport de la sous-commission des Impressions et de la *Gazette Municipale*, en date du 22 octobre. Adopté.

4.—M. l'échevin Payette soumet une résolution concernant les gages des journaliers employés par la Ville, et il est

Résolu: D'en remettre l'étude à la prochaine séance.

5.—Soumis un compte de M. Crevier, notaire de Saint-Laurent.

Résolu: De demander à la Commission de la Voirie de faire rapport sur ce compte.

6.—Soumise et lue une lettre de M. S.-D. Vallières demandant que la Ville donne ordre à la "Montreal Water & Power Co." de poser des tuyaux à eau dans la rue Marquette.

Résolu: De recommander au Conseil de donner à la Compagnie l'avis requis, sous protêt quant aux dix cents par pied que la Compagnie réclame dans tous les cas de cette nature.

7.—La question Aylwin étant de nouveau prise en considération, il est

Résolu: De donner instruction au Département en Loi de continuer les procédures et de contester devant les tribunaux les réclamations de M. Alywin.

8.—Lu un rapport de la sous-commission des Propriétés civiles recommandant qu'un terrain vacant, autrefois occupé par les abattoirs, entre les rues DeLinelle et Saint-Alphonse, dans le quartier Saint-Henri, désigné comme parc public, soit converti en parc public, et que la résolution du Conseil autorisant la vente du terrain anciennement occupé par le marché à bestiaux de l'Ouest, soit amendée de

authority to vary a sum of \$1,000 voted for repairs to the permanent paving of Amherst street, between Ste. Catherine and Ontario streets, and apply said amount to pay the cost for macadamizing the expropriated portion of Amherst street, between Craig and Ste. Catherine streets.

24.—*Resolved*: That a report be made to Council asking to be authorized to vary an amount of \$400, voted for repairs to permanent paving of Craig street, between St. Lawrence boulevard and Bleury street, and apply the same to pay cost of repairing the Bitulithic pavement on Dorchester street, between St. Lawrence boulevard and Bleury street.

25.—That a report be made to Council asking for authority to vary the amount of \$100 voted for safety valves, and apply said amount to names and numbers of streets.

26.—*Resolved*: That a report be made to Council asking for authority to vary a sum of \$68.52 voted for safety valves (for drains) and apply said amount to the guarantee retained for repairs to Firimite sidewalks.

Adjourned.

RAOUL BOLTE,
Secretary.

FINANCE COMMITTEE

Report of Meeting held the 31st of October.

Present: Ald. Payette, chairman, Sadler, L. A. Lapointe, DeSerres, Lavallée, Robinson and Molson.

1.—Read a petition from the Butchers' Association complaining against the D. B. Martin Co. at the Eastern Abattoirs.

Resolved: To ask the City Attorneys whether, in virtue of their contracts and of the law, the Butchers' Association has the right to complain, and if the City Council can interfere and remedy the complaints mentioned in said petition.

2.—Submitted and read the minutes of the City Hall sub-committee dated October the 26th.

Ald. Lapointe objected to the reading and adoption of said minutes, because they were not signed by the majority of the members of the sub-committee; but, as it was ascertained by the resolution adopted by the Finance Committee, it is sufficient that the sub-committees' minutes be signed by the majority of members present, Ald. Lapointe did not insist upon his objection, and the minutes were adopted.

3.—Submitted and read the report of the sub-committee on Printing and of the *Municipal Gazette*, dated October the 22nd.

Adopted.

4.—Ald. Payette submitted his resolution concerning the wages of laborers employed by the City, and it was

Resolved: That consideration of said matter be deferred till next meeting.

5.—Submitted a claim from Mr. Crevier, notary of the parish of St. Laurent.

Resolved: That the Road Committee be requested to report on same.

6.—Submitted and read a letter from Mr. S. D. Vallières, asking the City to give an order to the Montreal Water & Power Co. to lay water pipes in Marquette street.

Resolved: That the Council be asked to give the required order under protest as to the ten cents per foot which are charged by the Company in all similar cases.

7.—The Aylwin matter being again considered, it was *Resolved*: That the Law Department be instructed to proceed and to contest Mr. Alywin's claims before the courts.

8.—Read a report from the sub-committee on civic properties recommending that a vacant lot, formerly occupied by the abattoirs, between DeLinelle and St. Alphonse streets, in St. Henry ward, (designated as a public park on the annexed plan), be converted into a public park, and that the resolution of Council which authorized the sale of the

manière à ne pas inclure le morceau de terrain qu'il est proposé de convertir en parc public, et à ce que les lots en bordure du parc projeté ne soient vendus que lorsque les travaux nécessaires pour l'établissement dudit parc projeté, tels que les travaux de nivellement, etc., auront été complétés.

Résolu: De recommander au Conseil de souscrire à ce rapport.

9.—Lu un rapport de la Commission de la Voirie recommandant de permettre à M. Norman de construire un portico à l'entrée de la salle Stanley, à certaines conditions.

Résolu: De prendre en considération cette question, ainsi que celle du tunnel de la rue McGill, à la prochaine séance, et d'inviter les membres de la Commission de la Voirie à être présents.

10.—Soumise une lettre de M. Avila Parent demandant que la "Montreal Water & Power Co." reçoive instruction de poser des tuyaux à eau sur la rue Dufferin, au Nord de la rue Saint-Zotique.

Résolu: De préparer un rapport sur l'endroit où ces tuyaux doivent être posés, sur leur longueur et sur le nombre de maisons situées dans cette partie de la rue Dufferin, et de demander à l'inspecteur de la Ville de donner les niveaux comme dans les cas précédents.

Ajournement.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

COMMISSION DE POLICE

Compte rendu de l'assemblée du 31 octobre

Sont présents: MM. les échevins Proulx, président, Bumbray, Roy, Séguin, M. Martin, Gallery et Stearns.

1.—M. l'échevin Gadbois se présente devant la Commission, introduit et recommande M. Jean Jacques, qui parle plusieurs langues, comme interprète à la Cour du Recorder.

Résolu: De prier le secrétaire d'écrire aux autorités de la Cour du Recorder pour recommander M. Jacques à cette position.

2.—Soumise et lue une lettre du surintendant de Police suggérant à la Commission de demander des soumissions pour la fourniture d'uniformes d'hiver.

Sur proposition de M. l'échevin Martin, il est

Résolu: De prier le greffier de la Ville de demander des soumissions pour la fourniture d'uniformes d'hiver, lesdites soumissions devant être reçues jusqu'à midi, mercredi, le 14 novembre prochain.

3.—Soumise et lue une lettre du surintendant de Police suggérant de donner une récompense au détective O'Keefe en reconnaissance de sa conduite lors de l'attentat commis par Walker sur le détective LeHuquet.

Sur proposition de MM. les échevins Bumbray et Roy, il est

Résolu: De différer l'étude de cette question jusqu'à la prochaine assemblée; et que, dans l'intervalle, M. le président et le surintendant s'entendent sur la récompense à offrir au détective O'Keefe.

4.—Soumise et lue une lettre du surintendant de Police suggérant d'afficher les règlements Nos 292 et 323 dans les rues de la Ville, à l'effet de faciliter la stricte observance de ces règlements.

Résolu: De prier la Commission de la Voirie de s'occuper de cette question.

5.—Soumise et lue une lettre de M. J.-P. Burns offrant ses services comme secrétaire du bureau des détectives.

Soumise aussi une lettre du détective en chef Carpenter recommandant M. Burns à cette position.

Sur proposition de M. l'échevin Stearns, il est

Résolu: Que, après avoir subi un examen à la satisfaction de M. le président et du surintendant, M. J.-P. Burns soit nommé secrétaire dudit bureau en remplacement de M. W.-J. Berrigan et au même salaire que ce dernier.

6.—Soumise et lue une lettre du lieutenant O. Laflèche, M.V. demandant que soit placé un téléphone des Marchands à son domicile pour la commodité du service de la Police.

Résolu: D'envoyer cette requête à la sous-commission de l'Hôtel de Ville, avec prière d'y accéder.

7.—Les requêtes de la "Syrian Orthodox Benefit Society" et du "Alpha Delta Chapter" demandant à être incor-

piece of land formerly occupied by the Western Cattle market, be amended so as the piece of land to be converted into a public park, be not included; and that the bordering lots of the proposed park be not sold before the necessary work for the establishment of said proposed park, such as levelling work etc. are completed.

Resolved: To recommend to Council to concur in said report.

9.—Read a report from the Road Committee recommending that Mr. Norman be allowed to erect a portico at the entry of Stanley Hall, upon certain conditions.

Resolved: To defer consideration of said matter, also to defer the question of the tunnel under McGill street till next meeting, and that the members of the Road Committee be invited to attend said meeting.

10.—Submitted a letter from Mr. Avila Parent asking that the Montreal Water & Power Co. be instructed to lay water pipes in Dufferin street, north of St. Zotique street.

Resolved: That a report be made on the location of said pipes, their length, and the number of houses erected in that part of Dufferin street, and that the City Surveyor be asked to do the levelling as in former cases.

Adjourned.

L.-O. DAVID,
City Clerk.

POLICE COMMITTEE

Report of Meeting held the 31st of October.

Present: Ald. Proulx, chairman, Bumbray, Roy, Séguin, M. Martin, Gallery and Stearns.

1.—Ald. Gadbois appeared before the Committee to introduce and to recommend Mr. Jean Jacques as interpreter for the Recorder's Court. He spoke several languages.

Resolved: To instruct the secretary of the Committee to write to the authorities of the Recorder's Court recommending Mr. Jacques to said position.

2.—Submitted and read a letter from the Superintendent of Police suggesting that this Committee ask for tenders for winter uniforms.

On motion of Ald. Martin, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to call for tenders for the usual supply of winter uniforms, said tenders to be in on Wednesday noon, the 14th November next.

3.—Submitted and read a letter from the Superintendent of Police suggesting a reward to detective O'Keefe as an appreciation of his act when detective LeHuquet was assaulted by Walker.

On motion of Ald. Bumbray and Roy, it was

Resolved: That this matter be deferred till the next meeting. That, in the meantime, the chairman and Superintendent devise the best means to reward detective O'Keefe.

4.—Submitted and read a letter from the Superintendent of Police suggesting that by-laws Nos. 292 and 323 be posted in the streets of the City, in order to facilitate the strict observance of same.

That the Road Committee be asked to attend to it, and it was

Resolved: Accordingly.

5.—Submitted and read a letter from Mr. John P. Burns, offering his services as secretary of the Detective Bureau. Submitted also a letter from detective in chief Carpenter recommending Mr. Burns for said position.

On motion of Ald. Stearns, it was

Resolved: That subject to an examination, satisfactory to the chairman of this Committee and to the Superintendent of Police, Mr. John P. Burns be appointed secretary of the Detective Bureau, Police Department, to replace Mr. W. J. Berrigan, at the salary of the latter.

6.—Submitted and read a letter from Lieut. O. Laflèche, V.S. asking that a merchant's telephone be put at his residence for the convenience of the Department.

Resolved: That his request be sent to the City Hall Committee for their concurrence.

7.—The petitions of the Syrian Orthodox Benefit Society and the Alpha Delta Chapter, seeking incorporation were

porés, sont soumises en même temps qu'un rapport du surintendant de Police refusant de recommander lesdites incorporations.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport en conséquence.

8.—A la suggestion de M. le président, il est

Résolu: Que soit promu en grade le lieutenant Landriault et que lui soit conféré le titre de capitaine de Police afin de lui donner plus d'autorité dans l'accomplissement de ses devoirs comme instructeur du corps de Police.

9.—A la suggestion de M. le président, il est

Résolu: Qu'à l'avenir le salaire des inspecteurs de Police et du quartier-maître soit fixé à \$1,800 par année, à compter du 1er janvier 1907, et de présenter à la Commission des Finances un rapport en conséquence.

Ajournement.

JOHN-J. BARRY,
Secrétaire.

COMMISSION DE LA VOIRIE

Compte rendu de l'assemblée du 31 octobre

Sont présents: MM. les échevins Larivière, président, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, O'Connell et J.-B.-A. Martin.

1.—A la demande de M. l'échevin Lévesque, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à poser une traverse à l'angle des rues Christophe-Colomb et Parc LaFontaine.

2.—A la demande de M. l'échevin Giroux, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié de faire rapport sur l'expérience, faite dernièrement à Maisonneuve, de la machine "Harris" pour excavation.

RAPPORTS

3.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$5,246 des crédits suivants:

Pavage de l'avenue Hôtel-de-Ville, entre les rues	\$ 746
Sainte-Catherine et Ontario	2,500
Tunnel de la rue Saint-Denis	2,000
Achat de pavés de pierre pour la rue Saint-Denis, entre les rues Ontario et Sherbrooke	2,000
	<hr/>
	\$5,246

et d'appliquer ledit montant comme suit:

Quote-part de la Ville à la construction d'égouts	1,500
Travaux permanents	3,746
	<hr/>
	\$5,246

4.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$6,893 des crédits suivants:

Macadam, quartier Saint-Henri	\$ 400
Réparations au pavage permanent rue Sainte-Catherine, entre les rues Fort et Saint-Mathieu	243
Réparations au pavage permanent rue Sainte-Catherine, entre les rues Saint-Denis et Saint-Laurent	150
Réparations au pavage permanent rue Ontario, entre les rues Saint-Denis et Saint-Laurent	2,000
Réparations au pavage permanent rue Amherst, entre les rues Ontario et Sainte-Catherine	3,000
Réparations au pavage permanent rue Centre, entre les rues Montmorency et Laprairie	300
Réparations aux pavages permanents, quartier Saint-Gabriel	800
	<hr/>
	\$6,893

et d'appliquer ledit montant aux "Réparations aux travaux permanents, travaux de macadam et trottoirs en bois."

5.—La Commission étudie les crédits dont elle a besoin pour l'exercice 1907 et l'assemblée s'ajourne à vendredi, à 3 heures p.m.

Ajournement.

RAOUL BOLTE,
Secrétaire.

submitted, together with a report from the Superintendent of Police, declining to recommend said incorporations.

Resolved: That reports to Council be made accordingly.

8.—At the suggestion of the chairman, it was

Resolved: That Lieut. Landriault be promoted to the rank and granted the title of captain of Police, in order to bestow upon him more authority in the fulfillment of his duties as drill instructor of the police force.

9.—At the request of the chairman, it was

Resolved: That the salary of the inspectors of Police and Quarter-Master be, in future, at the rate of \$1,800 a year, from the 1st January 1907, and that a report be made to the Finance Committee accordingly, (Ald. Bumbray dissenting.)

Adjourned.

JOHN J. BARRY,
Secretary.

ROAD COMMITTEE

Report of Meeting held the 31st of October.

Present: Ald. Larivière, chairman, N. Lapointe, Leclaire, Groux, O'Connell and J. B. A. Martin.

1.—At the request of Ald. Lévesque, it was

Resolved: That the City Surveyor be authorized to place a crossing at the corner of Christophe-Colomb and Parc LaFontaine streets.

2.—At the request of Ald. Giroux, it was

Resolved: That the City Surveyor be requested to report on the test, lately made at Maisonneuve, of the "Harris" machine for excavation.

REPORTS.

3.—*Resolved:* That a report be made to Council asking authority to vary a sum of \$5,246 from the following appropriations:

City Hall avenue paving between Ste. Catherine and Ontario streets	\$ 746
St. Denis street tunnel	2,500
Purchase of stone blocks for the paving of St. Denis street, between Ontario and Sherbrooke	2,000
	<hr/>
	\$5,246

and apply said amount as follows:

City's share for sewers	1,500
Permanent works	3,746
	<hr/>
	\$5,246

4.—*Resolved:* That a report be made to Council asking for authority to vary a sum of \$6,893 from the following appropriations:

Macadam for St. Henry ward	\$ 400
Repairs to permanent paving on Ste. Catherine street, between Fort and St. Matthew	243
Repairs to permanent paving on Ste. Catherine street, between St. Denis and St. Lawrence sts.	150
Repairs to permanent paving on Ontario street, between St. Denis and St. Lawrence streets.	2,000
Repairs to permanent paving on Amherst street, between Ontario and Ste. Catherine streets	3,000
Repairs to permanent paving of Centre street, between Montmorency and Laprairie streets.	300
Repairs to permanent pavings of St. Gabriel ward.	800
	<hr/>
	\$6,893

and apply said amount to "Repairs to permanent works, macadam, and wooden sidewalks."

5.—The Committee then considered appropriations required for the year 1907, and the meeting adjourned till Friday, at 3 o'clock p.m.

Adjourned.

RAOUL BOLTE,
Secretary.

COMMISSION DES INCENDIES ET DE L'ECLAIRAGE

Compte rendu de l'assemblée du 31 octobre

Sont présents: MM. les échevins Yates, président, Duquette, David, Ward, Laviolette, Labrecque et Mercier.

1.—Soumises et lues les demandes suivantes:

(A) De M. Jos. Brossard à l'effet de construire une écurie pour 20 chevaux à l'angle des rues Reading et Charlevoix, quartier Saint-Gabriel.

Aucune objection n'étant soulevée et sur rapport favorable de l'inspecteur des Edifices,

Sur proposition de M. l'échevin David, il est

Résolu: D'accorder la permission demandée et de présenter au Conseil un rapport en conséquence.

(B) De la Compagnie Gunn, Langlois, Limitée, à l'effet de construire une écurie pour 25 chevaux aux Nos 245 et 247 de la rue Lagachetière, quartier Saint-Louis.

Sur rapport favorable de l'inspecteur des Edifices et aucune objection n'étant soulevée, cette demande est

Renvoyée à la Commission d'Hygiène et de Statistiques.

(C) De la "Montreal Amusement Co." à l'effet d'établir un patinoir à l'angle des rues Fort et Ste-Catherine.

Renvoyée aux avocats de la Ville.

(D) De M. L.-O. Grothé à l'effet de construire un édifice de 58 à 68 pieds de hauteur aux angles des rues St-Laurent, Ontario et St-Charles-Borromée, quartier Saint-Laurent.

Aucune objection n'étant soulevée et sur rapport favorable de l'inspecteur des Edifices,

Sur proposition de M. l'échevin Duquette, il est

Résolu: D'accorder cette demande et de présenter au Conseil un rapport en conséquence.

E.—De M. Frank Arblaster, secrétaire-trésorier de la "McGill Union", à l'effet d'ériger deux chaudières et machines à vapeur, pour fins de chauffage, au No 328 rue Sherbrooke-Ouest.

Sur rapport favorable de l'inspecteur des Edifices, il est

Résolu: D'accorder cette demande et de présenter au Conseil un rapport en conséquence.

2.—Est de nouveau soumise la demande de M. Aldéric Collette, différée de la dernière assemblée, à l'effet d'ouvrir une cour à bois à l'angle des rues Gilford et Chambord,

Aucune objection n'étant soulevée et sur rapport favorable de l'inspecteur des Edifices,

Sur proposition de M. l'échevin Duquette, il est

Résolu: D'accéder à cette demande et de présenter au Conseil un rapport en conséquence.

3.—Soumises et lues les lettres suivantes:

(A) De M. A.-F. Dunlop, architecte, recommandant de réduire de 15% à 5% le montant du pourcentage à retenir sur les travaux à exécuter à la nouvelle caserne No 5, les dépôts devant être retenus suivant les règles du Conseil.

Résolu: D'acquiescer à cette recommandation et de réviser les contrats en conséquence.

(B) De la "Consumers Cordage Co." demandant que soit placé un avertisseur, à ses risques, dans sa scierie au No 283, rue Saint-Patrice.

Résolu: D'accéder à cette requête, à condition, cependant, que ledit avertisseur soit placé aux risques et dépens de la compagnie; et que le surintendant soit prié d'agir en conséquence.

(C) De M. Louis Plante au sujet de lampes sur la rue Sainte-Marie, quartier Saint-Henri.

Question différée.

(D) De M. Howard-R. Richey, au sujet de l'éclairage des places publiques au gaz et à la gazoline.

Déposée aux archives.

4.—Soumis et lu un protêt, préparé par Mtre Dunton, notaire, pour être signifié à la "Locomotive Machine Co., Limited."

Résolu: Que, dans les circonstances, Mtre Dunton, notaire, soit prié de servir ledit protêt suivant les ordres de M. A.-F. Dunlop, architecte,

FIRE AND LIGHT COMMITTEE

Report of Meeting held the 31st of October.

Present: Ald. Yates, chairman, Duquette, David, Ward, Laviolette, Labrecque and Mercier.

1.—Submitted and read the following applications:

(A) From Mr. Jos. Brossard for permission to erect a stable of 20 stalls, corner of Reading and Charlevoix streets, St. Gabriel ward.

There being no opposition, and the Building Inspector reporting favorably thereon.

On motion of Ald. David, it was

Resolved: That the permission sought for be granted and a report made to Council accordingly.

(B) From Messrs. Gunn, Langlois & Co., Limited, for permission to erect a stable of 25 stalls, at Nos. 245 and 247 Lagachetière street, St. Louis ward.

The Building Inspector reporting favorably thereon and there being no opposition, it was

Referred to the Hygiene and Statistics Committee.

(C) From the Montreal Amusement Co. for permission to erect a skating rink, corner of Fort and Ste. Catherine streets.

Referred to the City Attorneys.

(D) From Mr. L. O. Grothé for permission to erect a building of 58 to 68 feet high, corner of St. Lawrence, Ontario and St. Charles Borromée streets, St. Lawrence ward.

There being no opposition and the Building Inspector reporting favorably thereon.

On motion of Ald. Duquette, it was

Resolved: That the permission sought for be granted and a report made to Council accordingly.

(E) From Mr. Frank Arblaster, secretary treasurer McGill Union, for permission to install two (2) engines and boilers, for heating purposes, at No. 328 Sherbrooke street west.

The Building Inspector reporting favorably, it was

Resolved: That the permission sought for be granted and a report made to Council accordingly.

2.—The application from Mr. Aldéric Collette, deferred from the last meeting, for permission to open a wood yard, corner of Gilford and Chambord streets, was again taken up.

There being no opposition and the Building Inspector reporting favorably thereon.

On motion of Ald. Duquette, it was

Resolved: That the permission sought for be granted and a report made to Council accordingly.

3.—Submitted and read the following letters:

(A) From Mr. A. F. Dunlop, architect, recommending that the percentage of 15%, on contracts to be effected for the new No. 5 Fire Brigade, be reduced to 5%. The deposits to be retained according to rules and regulations of Council.

Resolved: That the recommendation be acceded to, and contracts to be drawn accordingly.

(B) From the Consumers Cordage Co., asking that a fire alarm box be placed in their Mill, at No. 283 St. Patrick street.

Resolved: That the request be granted, conditionally, however, the said box to be placed at their own risk and expense, and the superintendent be instructed to act accordingly.

(C) From Mr. Louis Plante *re* Light in St. Mary street, St. Henry ward.

Consideration deferred.

(D) From Mr. Howard R. Richey *re* gas and gasoline lighting for public places.

Filed of record.

4.—Submitted and read a protest, prepared by Mr. Dunton, notary, to be served against the Locomotive Machine Co., Limited.

Resolved: That under the circumstances, Mr. Dunton, notary, be instructed to serve the said protest, as ordered by Mr. A. F. Dunlop, architect.

5.—Soumis et lus les rapports suivants:

(A) Du pourvoyeur, au sujet des 48 pardessus d'hiver et coiffures en fourrure requis par le personnel de la brigade.

Sur proposition de M. l'échevin Mercier, il est *Résolu*: D'adjuger à MM. C.-E. Lamoureux et Cie la confection des pardessus d'hiver pour les membres de la brigade, à raison de \$8.20 l'un, et de prier le pourvoyeur de demander les prix pour coiffures en fourrure, avec prière de présenter un rapport à la prochaine assemblée.

(B) Du chef du service des Incendies recommandant que soit passée une loi à la Législature provinciale pour punir plus sévèrement ceux qui sonnent de fausses alarmes, et suggérant une pénalité de six mois d'emprisonnement pour la première offense et de vingt-trois mois pour la deuxième, sans option d'amende dans les deux cas.

Résolu: D'accéder à cette demande et de renvoyer ce rapport à M. l'échevin Mercier.

(C) Du chef du service des Incendies, au sujet de la visite de MM. D'Amour et Tremblay à Boston et New-York; et aussi au sujet d'un commis préposé aux archives du service des Incendies.

Renvoyé à la prochaine assemblée.

(D) De la sous-commission *re* Municipalité de Rosemont.

Sur proposition de M. l'échevin Duquette, il est *Résolu*: De présenter un rapport au Conseil recommandant qu'une somme de \$3,000 soit votée pour l'érection d'un édifice temporaire devant servir de caserne de pompiers dans la municipalité de Rosemont.

La proposition étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: Mercier, Labrecque, David et Duquette—4.
Contre: Ward et Yates—2.

La proposition est ainsi affirmée, et il est *Résolu*: En conséquence.

(E) De la sous-commission *re* Ville de Westmount, pour la fourniture de lumière et de pouvoir électrique dans les limites de la Ville de Montréal.

Renvoyé aux avocats de la Ville.

6.—*Résolu*: Que cette Commission croit de son devoir d'exprimer sa reconnaissance à M. Benjamin-W. Wells, commissaire des Incendies, aux officiers du service des Incendies de Boston, et aussi aux membres de la "Barnicoat Fire Association" de ladite ville de Boston, pour la courtoisie qu'ils ont témoignée à l'assistant-chef et pourvoyeur L.-A. D'Amour, et au sous-chef J. Tremblay, lors de leur voyage à Boston.

Ajournement.

Z.-S. MELOCHE,
Secrétaire.

COMMISSION DE L'AQUEDUC

Compte rendu de l'assemblée du 31 octobre

Sont présents: MM. les échevins Clearihue, président, Marin, Gadbois, Nault, Turner, Houlé et Lévesque.

1.—A la demande de Son Honneur le Maire, qui se présente devant la Commission, il est

Résolu: D'inclure dans la requisition des crédits pour l'exercice 1907 un montant de \$300 à l'effet de mettre en place les tuyaux et drains nécessaires pour le monument de l'honorable John Young, qui doit être érigé au square de la Douane.

2.—Soumis et lu un rapport du surintendant qui demande un crédit de \$8,697 pour la pose de maîtresses-conduites et de tuyaux de service, attendu que, depuis les dernières appropriations, il a reçu des ordres de poser des maîtresses-conduites et des services pour ce montant.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant le montan ci-dessus, suivant le rapport du surintendant.

3.—Le surintendant est autorisé à commander aux fournisseurs actuels de charbon 1,100 tonnes de charbon mou à vapeur pour la station de pompes de bas niveau, les fonds disponibles étant suffisants pour l'achat de cette quantité de combustible.

5.—Submitted and read the following reports:

(A) From the supply officer *re* 48 winter coats and fur caps required for the men in the service of the Brigade.

On motion of Ald. Mercier, it was

Resolved: That the making of 50 winter coats for members of the Fire Brigade be granted to Messrs. C. E. Lamoureux & Co., at \$8.20 each, and that the supply officer be instructed to get prices for fur caps and report for next meeting.

(B) From the Chief of the Fire Department recommending that a law be passed, by the Provincial Legislature, punishing more severely those who ring false alarms, and suggesting a penalty of six months gaol, for the first offence, and twenty-three months for the second, without the option of a fine, in either case.

Resolved: That the request be acceded to and said report be referred to Ald. Mercier.

(C) From the chief of the Fire Department *re* Messrs. D'Amour and Tremblay's visit to Boston and New York; also suggesting a record clerk for the Fire Department.

Deferred till next meeting.

(D) From the sub-committee *re* the Municipality of Rosemount.

On motion of Ald. Duquette, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that the sum of \$3,000 be granted for the erection of a temporary building to be used as a Fire Station, in the Municipality of Rosemount.

The vote being taken, the Committee divided:

Yeas: Mercier, Labrecque, David and Duquette—4.

Nays: Ward and Yates—2.

The motion being in the affirmative, it was

Resolved: Accordingly.

(E) From the sub-committee *re* Town of Westmount for the supply of electric light and power within the boundaries of Montreal.

Referred to the City Attorneys.

6.—*Resolved*: That, in view of the courtesy and attention extended to the Assistant, to the Chief and supply officer L. A. D'Amour, and sub-chief J. Tremblay, by Benjamin W. Wells, Esq., Fire Commissioner, and officers of the Boston Fire Department, and also by the members of the Barnicoat Fire Association of the same city, it behooves the Committee to express, and place on record, their pleasure and appreciation of the kind reception tendered.

Adjourned.

Z. S. MELOCHE,
Secretary.

WATER COMMITTEE

Report of Meeting held the 31st of October.

Present: Ald. Clearihue, chairman, Marin, Gadbois, Nault, Turner, Houlé and Lévesque.

1.—At the request of His Worship the Mayor who appeared before the Committee, it was

Resolved: To include in next year's appropriations the sum of \$300 to lay necessary pipes and drains for the Hon. John Young monument to be erected in Custom House square.

2.—Submitted and read a report from the Superintendent asking for an additional appropriation of \$8,697 for pipe laying, mains and services, as he has received orders for mains and services to the above amount since the last appropriation was granted.

Resolved: To report to Council asking for the above sum as per the Superintendent's report.

3.—The Superintendent was authorized to order from the present coal contractors 1,100 tons of soft steam coal for the low level pumping station, sufficient funds being yet available for this additional amount of fuel.

4.—Soumis et lu un extrait des minutes d'une assemblée de la Commission de la Voirie qui demande de faire placer les boîtes de service dans la partie en goudron des trottoirs, de façon à ne pas entamer les dalles de pierre.

Le surintendant fait rapport que les boîtes de service sont placées dans les dalles de pierre afin, lorsqu'il faut faire des travaux ou des réparations dans ces boîtes, de sauver le coût du renouvellement du goudron qui serait plus coûteux que celui du remplacement des dalles.

Déposé sur le bureau.

5.—Sont reçues les soumissions suivantes pour la confection des pantalons et gilets (*vests*) d'hiver, pour les inspecteurs:

J. & A. Normandin, pantalons et gilets	\$8.00
A. Langlois, pantalons et gilets	7.35
Desroches Frères, pantalons et gilets	8.50
Campbell Mfg Co., pantalons et gilets	\$8.00 à \$10.70

Sur proposition de M. l'échevin Lévesque, il est

Résolu: D'adjuger à M. A. Langlois le contrat pour la confection des pantalons et gilets (*vests*) à raison de \$7.35, pourvu qu'il fournisse le même matériel que celui représenté par l'échantillon déposé à l'Aqueduc.

Ajournement.

FRANK DOWD,
Secrétaire.

COMMISSION DE LA VOIRIE

Compte rendu de l'assemblée du 2 novembre
(assemblée ajournée)

Sont présents: MM. les échevins Larivière, président, Leclaire, White, Giroux, O'Connell et J.-B.-A. Martin.

DELEGATION

1.—M. P. Denis se présente devant la Commission au nom des citoyens de la rue Rachel et objecte à la nouvelle ligne projetée par la "Montreal Street Railway Co." à l'assemblée de cette Commission, tenue le 30 octobre.

Résolu: Que la résolution adoptée le 30 octobre dernier soit suspendue.

RAPPORTS

2.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant qu'un montant de \$20,000 soit affecté à la mise en opération de la carrière de la Corporation, à Outremont, afin de se procurer toute la pierre nécessaire pour commencer à très bonne heure, le printemps prochain, les travaux de macadamisage.

3.—Sur proposition de M. l'échevin Leclaire, il est

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$130, du crédit affecté à la construction d'un trottoir permanent sur le côté Ouest de la rue Saint-Urbain, au Sud de la rue Marie-Anne, et d'appliquer ledit montant à la confection d'un trottoir permanent sur le côté Nord de la rue Rachel, depuis le No 331 jusqu'à la ruelle vers l'Est, conformément aux dispositions de la Charte et à ses amendements. Une moitié du coût des travaux est payable par le propriétaire et l'autre moitié par la Ville.

4.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$450 du crédit affecté à la construction d'un trottoir permanent à l'angle Nord-Est des rues Darling et Sainte-Catherine, et d'appliquer ledit montant à la confection d'un trottoir permanent à l'angle Nord-ouest des rues Sainte-Catherine et Darling, conformément aux dispositions de la Charte et à ses amendements. Une moitié du coût des travaux est payable par le propriétaire et l'autre moitié par la Ville.

5.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant qu'un montant de \$198 soit affecté à la confection d'un trottoir permanent, en dalles et goudron, en face des Nos 3963 à 3979 rue Notre-Dame, conformément aux dispositions de la Charte et à ses amendements. Une moitié du coût des travaux est payable par le propriétaire et l'autre moitié par la Ville.

4.—Submitted and read an extract from the minutes of a meeting of the Road Committee asking that stop cock boxes be placed in the coaltar part of the sidewalks, so as to protect the flag stones.

The Superintendent reported that the boxes are put in the flagstones, so that whenever the boxes have to be dug it saves the cost of renewing the coaltar which would be more costly than relaying the flagstone.

Laid on the table.

5.—Tenders for winter pants and vests, for the inspectors were received from the following parties:

J. & A. Normandin, pants and vests	\$8.00
A. Langlois, pants and vests	7.35
Desroches frères, pants and vests	8.50
Campbell Mfg Co., pants and vests	\$8.00 to \$10.70

On motion of Ald. Lévesque, it was

Resolved: To award the contract to A. Langlois, at \$7.35 for pants and vests, provided he supplies the same material as the department's sample.

Ajourned.

FRANK DOWD,
Secretary.

ROAD COMMITTEE

Report of Adjourned Meeting held the 2nd of November.

Present: Ald. Larivière, chairman, Leclaire, White, Giroux, O'Connell and J. B. A. Martin.

DELEGATION.

1.—M. P. Denis appeared before the Committee on behalf of citizens from Rachel street, and objected to the new proposed route, submitted by the Montreal Street Railway Co. to this Committee's meeting, held the 30th of October.

Resolved: That the resolution adopted, the 30th of October last be suspended.

REPORTS.

2.—*Resolved:* That a report be made to Council recommending that a sum of \$20,000 be voted for the operating of the Corporation quarry, at Outremont, in order to have all the necessary broken stone, ready for commencing early next spring, for macadamizing work.

3.—On motion of Ald. Leclaire, it was

Resolved: That a report be made to Council asking authority to vary a sum of \$130, from appropriation voted for the laying of a permanent sidewalk on the West side of St. Urbain street, South of Marie-Anne street, and apply said amount to pay for a permanent sidewalk to be constructed on the North side of Rachel street, from No. 331 to the lane eastward, according to the provisions of the City Charter and its amendments. One half of the cost payable by the proprietor and the other half by the City.

4.—*Resolved:* That a report be made to Council asking authority to vary a sum of \$450 from appropriation for the laying of a permanent sidewalk, North-east corner of Darling and Ste. Catherine streets, and apply said amount to a permanent sidewalk on the North-west corner of Ste. Catherine and Darling streets, according to the provisions of the City Charter and its amendments. One half of the cost of said work to be paid by the proprietor, and the other half by the City.

5.—*Resolved:* That a report be made to Council recommending that a sum of \$198 be voted for a permanent flagstone and coaltar sidewalk, opposite Nos. 3963 to 3979 Notre-Dame street, according to the provisions of the City Charter and its amendments. One half of the cost to be paid by the proprietor and the other half by the City.

6.—La Commission continue à préparer la requisition des crédits dont elle a besoin pour l'exercice 1907. L'inspecteur de la Ville est prié de soumettre, pour la prochaine assemblée, un état des crédits requis pour l'exercice 1907.

Ajournement.

RAOUL BOLTE,
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 5 novembre

Son Honneur le maire H. A. Ekers occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins Payette, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, Lévy, Major, Dagenais, Robillard, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, L. A. Lapointe, Lavallée, Stearns, Leclair, DeSerres, N. Lapointe, Duquette, Giroux, Mercier, O'Connell, White, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, M. Martin, Labrecque, Marin, Lévesque, Houlé, Guay, David, Roy et Molson.

REQUETES, ETC.

- 1.—Du "Builders' Exchange" suggérant de taxer les entrepreneurs des Etats-Unis.
- 2.—De M. John-M. M. Duff se plaignant de ce que la ligne homologuée de la ruelle Saint-David n'a pas été effacée.
- 3.—Des Révérendes Soeurs de la Miséricorde demandant une subvention.
Renvoyées à la Commission des Finances.
- 4.—Du Conseil Central des Métiers et du Travail demandant que la "Montreal Street Railway Co." soit tenue de remplir ses obligations.
- 5.—De la "Bell Telephone Co." notifiant la Ville qu'elle se propose d'ériger des poteaux dans certaines rues.
Renvoyées à la Commission de la Voirie.
- 6.—Du "Montreal Board of Trade" se plaignant des inconvénients de la fumée.
- 7.—De M. W. P. Kearney, à l'effet d'obtenir la permission de mettre en garage et de vendre des automobiles.
Renvoyés à la Commission des Incendies et de l'Éclairage.
- 8.—Du Bureau d'Hygiène Provincial demandant qu'on construise plusieurs incinérateurs.
Renvoyée à la Commission de l'Incinération.
- 9.—Du Département en Loi sur les attributions de la Commission des Finances telles que fixées par la Charte.
- 10.—Du lieutenant-colonel Bond et de Dame E. Mathieu remerciant le Conseil des sympathies qui leur ont été exprimées.
Déposées aux archives.
- 11.—Du "Canada Newspaper Syndicate" protestant contre un renouvellement du contrat de la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power."
- 12.—De conseillers du Sault-au-Récollet et de propriétaires de ladite paroisse protestant contre l'annexion d'une partie d'icelle à la Ville de Montréal.
- 13.—Du maire du Sault-au-Récollet certifiant qu'il n'y a aucune exemption de taxes dans le territoire qu'il est question d'annexer à Montréal.
Déposées sur le bureau.
- 14.—M. l'échevin Houlé demande à poser certaines questions aux Commissions des Incendies et de l'Éclairage et d'Hygiène et de Statistiques, et il est
Ordonné: De transmettre ces questions auxdites Commissions, les priant d'y répondre le plus tôt possible.
- 15.—M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON,
Propose: Que MM. Ferns et Lamontagne, évaluateurs, soient nommés pour agir comme commissaires en rapport avec l'expropriation de la rue Saint-Antoine (3ème section), avec deux autres commissaires nommés par les parties intéressées, sous la présidence de l'un des recorders.
M. l'échevin Bumbray demande que soit différée l'étude de cette proposition, et il est
Ordonné: Que cette proposition constitue le premier ordre du jour de la prochaine assemblée du Conseil.

6.—The Committee then continued the work of preparing the list of appropriations required for the year 1907. The City Surveyor was asked to submit for next meeting, a statement of appropriations required for the year in question.

Adjourned.

RAOUL BOLTE,
Secretary.

CITY COUNCIL

Report of Special Meeting held the 5th November.

His Worship the Mayor H. A. Ekers, in the chair.

Present: Ald. Payette, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, Lévy, Major, Dagenais, Robillard, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, L. A. Lapointe, Lavallée, Stearns, Leclair, DeSerres, N. Lapointe, Duquette, Giroux, Mercier, O'Connell, White, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, M. Martin, Labrecque, Marin, Lévesque, Houlé, Guay, David, Roy and Molson.

PETITIONS, ETC.

- 1.—From Builders' Exchange suggesting that contractors from United States be taxed.
- 2.—From Mr. John M. M. Duff complaining that homologated line of St. David Lane has not been erased.
- 3.—From Rev. Sisters of Mercy asking for a grant.
Referred to Finance Committee.
- 4.—From Central Trades and Labor Council asking that the Montreal Street Railway Co. be held to fulfill its obligations.
- 5.—From Bell Telephone Co. notifying City that they propose to erect poles in certain streets.
Referred to Road Committee.
- 6.—From Montreal Board of Trade complaining of the smoke nuisance.
- 7.—From W. P. Kearney to store and sell automobiles.
Referred to Fire and Light Committee.
- 8.—From Provincial Board of Health asking that several incinerators be constructed.
Referred to Incineration Committee.
- 9.—Law department on the functions of the Finance Committee as fixed by the charter.
- 10.—Lieut. Col. Bond and Dame E. Mathieu thanking Council for sympathy extended.
Filed of record.
- 11.—Canada Newspaper Syndicate protesting against a renewal of contract with the Montreal Light, Heat and Power Co.
- 12.—Councillors of Sault au Récollet and proprietors of said parish protesting against the annexation of a portion thereof to the City of Montreal.
- 13.—Mayor of Sault au Récollet certifying that there are no exemptions from taxes in the territory proposed to be annexed to Montreal.
Laid on the table.
- 14.—Ald. Houlé asked that certain questions be asked the Fire and Light, and Hygiene and Statistics Committees, and the same were.
Ordered: To be transmitted to said Committees for replies as soon as possible.
- 15.—Ald. PAYETTE moved, seconded by Ald. ROBINSON:
That Messrs. Ferns and Lamontagne, Assessors, be appointed to act as Commissioners in connection with the expropriation of St. Antoine street (3rd section), with two other Commissioners to be appointed by the interested parties, under the chairmanship of one of the Recorders.
Ald. Bumbray asked that further consideration of said motion be deferred, and it was
Ordered: That the same constitute the first order of the day for the next meeting of the Council.

RAPPORTS

16.—De la Commission des Finances, à l'effet d'ordonner à la "Montreal Water & Water Co." de poser des conduites d'eau dans la rue Marquette.

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

17.—De la Commission des Finances souscrivant au rapport de la Commission des Parcs et Traverses qui demande à convertir en parc public l'emplacement de l'ancien marché à bestiaux de l'Ouest.

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin ROBILLARD, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission des Parcs et Traverses, tel qu'amendé par la Commission des Finances, soit reçu et adopté.

18.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$1,000 pour macadamiser une partie de la rue Amherst.

19.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$400 pour réparer le pavage de la rue Dorchester.

20.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$130 pour trottoir permanent, rue Rachel.

21.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$100 pour noms des rues.

22.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$8.52 pour la garantie détenue pour les réparations des trottoirs en "firimite."

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin WHITE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

23.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$6,893.

24.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$1,500.

25.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$500.

26.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$5,246.

Questions différées à la demande de M. l'échevin Payette

27.—De la Commission de la Voirie, à l'effet de construire un égout, rue Lasalle.

28.—De la Commission de la Voirie demandant des crédits de \$20,000, de \$466 et de \$198.

29.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$450.

Renvoyés à la Commission des Finances.

30.—De la Commission de la Voirie, à l'effet de permettre à la "Montreal Street Railway Co." de construire une voie de raccordement dans la rue Saint-Thomas.

Ordonné: De renvoyer de nouveau ce rapport à la Commission de la Voirie avec instructions de consulter le Département en Loi, afin de savoir

(1) si la Ville peut imposer cette Compagnie en échange dudit privilège;

(2) si le règlement No 210 et le contrat passé avec la Compagnie ne pourvoient pas seulement au transport des voyageurs.

31.—De la Commission de Police refusant d'incorporer la "Syrian Orthodox Benefit Society."

Sur proposition de M. l'échevin PROULX, appuyé par M. l'échevin SEGUIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

32.—De la Commission de Police refusant d'incorporer le "Alpha Delta Chapter".

M. l'échevin PROULX, appuyé par M. l'échevin BUMBRAY,

propose: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

M. l'échevin WHITE, appuyé par M. l'échevin YATES, propose en

Amendement: Que ledit rapport soit renvoyé de nouveau à la Commission de Police.

Ledit amendement étant mis aux voix, il est affirmatif, et il est

Résolu: En conséquence

33.—De la Commission de Police, à l'effet de fixer le salaire des inspecteurs à \$1,800 par année.

Renvoyé à la Commission des Finances.

REPORTS.

16.—From Finance Committee to order the Montreal Water and Power Co. to lay water mains in Marquette street.

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

17.—From Finance Committee concurring in the report of the Parks and Ferries Committee to convert into a park the Western Cattle Market.

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. ROBIL-LARD, it was

Resolved: That said report of the Parks and Ferries Committee, as amended by that of the Finance Committee, be received and adopted.

18.—From Road Committee to vary a sum of \$1,000 to macadamize part of Amherst street.

19.—From Road Committee to vary a sum of \$400 to repair pavement on Dorchester street.

20.—From Road Committee to vary a sum of \$130 for permanent sidewalk on Rachel street.

21.—From Road Committee to vary a sum of \$100 for street names.

22.—From Road Committee to vary a sum of \$68.52 to guarantee held for repairs to firimite sidewalks.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. WHITE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

23.—From Road Committee to vary a sum of \$6,893.

24.—From Road Committee to vary a sum of \$1,500.

25.—From Road Committee to vary a sum of \$500.

26.—From Road Committee to vary a sum of \$5,246.

Consideration deferred at the request of Ald. Payette.

27.—From Road Committee to construct a sewer in La-salle street.

28.—From Road Committee for appropriations of \$20,000, \$466 and \$198.

29.—From Road Committee to vary a sum of \$450.

Referred to Finance Committee.

30.—From Road Committee to allow the Montreal Street Railway Co. to lay a track connection on St. Thomas st.

Ordered: To be referred back to the Road Committee with instructions to consult the Law department and ascertain if:

(1) the City can impose a charge upon the Company for said privilege;

(2) By-law No. 210 and the contract with the Company do not provide solely for the transportation of passengers.

31.—From Police Committee declining to incorporate the "Syrian Orthodox Benefit Society."

On motion of Ald. PROULX, seconded by Ald. SEGUIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

32.—From Police Committee to incorporate the "Alpha Delta Chapter."

Ald. PROULX moved, seconded by Ald. BUMBRAY,

That said report be received and adopted.

Moved in amendment by Ald. WHITE, seconded by Ald. YATES,

That said report be referred back to the Police Com-mittee.

Said amendment being put, it was carried and

Resolved: Accordingly.

33.—From Police Committee to fix the salary of the inspectors at \$1,800.

Referred to Finance Committee.

34.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à M. L.-O. Grothé d'ériger un certain édifice de 68 pieds de hauteur.

35.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à M. J. Brossard d'ériger une écurie à l'angle des rues Reading et Charlevoix.

36.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à M. A. Collette d'ouvrir une cour à bois à l'angle des rues Gilford et Chambord.

37.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à la "McGill Union" d'ériger 2 machines à vapeur au No 328 de la rue Sherbrooke-Ouest.

Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin DUQUETTE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

38.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage demandant un crédit de \$3,000, à l'effet d'ériger une caserne de pompiers temporaire à Rosemont.

Renvoyé à la Commission des Finances.

39.—De la Commission de l'Aqueduc demandant un crédit additionnel de \$8,697, à l'effet de poser des conduites et services d'eau.

Renvoyé à la Commission des Finances.

40.—De la Commission des Marchés, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$50.

Sur proposition de M. l'échevin BUMBRAY, appuyé par M. l'échevin SEGUIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

41.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques demandant un crédit de \$3,600, à l'effet de nommer de nouveaux inspecteurs.

Renvoyé à la Commission des Finances.

42.—De la Commission spéciale chargée de négocier avec la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" au sujet d'un renouvellement du contrat actuellement en vigueur et rapport de la minorité de ladite Commission (M. l'échevin Gadbois.)

Question différée à la demande de M. l'échevin M. Martin.

Sur proposition de M. l'échevin GUAY, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE, il est

Résolu: Que tous les rapports, règlements et projets de contrats se rapportant à la fourniture du gaz et de l'électricité soient imprimés dans les deux langues, et que des copies en soient distribuées aux membres du Conseil, au moins quinze jours avant que lesdits règlements ou contrats soient pris en considération par le Conseil.

ORDRE DU JOUR

43.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 3ème lecture un règlement à l'effet d'annexer une partie de la paroisse du Sault-au-Récollet,

M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin HOULE,

Propose: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin SADLER, propose en

Amendement: Que ledit règlement soit rejeté.

M. l'échevin Lavallée soulève un point d'ordre alléguant que ledit amendement ne peut être présenté.

Son Honneur le Maire décide que ledit amendement est superflu et en conséquence hors d'ordre.

Et un débat s'engageant,

La proposition principale étant mise aux voix,

Le Conseil se partage:

Pour: Larivière, Proulx, Major, Dagenais, Robillard, Turner, Gallery, L.-A. Lapointe, Lavallée, Leclaire, Duquette, Mercier, Laviolette, Gadbois, J.-B.-A. Martin, Séguin, M. Martin, Labrecque, Lévesque, Houlé, Guay, David et Roy—23.

Contre: Payette, Yates, Clearihue, Lévy, Sadler, Bumbray, N. Lapointe, Giroux, O'Connell, Robinson, Ward, Nault et Molson—13.

Ladite proposition est ainsi affirmative, et il est

Résolu: En conséquence.

Ledit règlement est alors lu pour la troisième fois.

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin HOULE, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté au maire et au greffier de la Ville pour qu'ils y apposent leurs signatures, et qu'il soit transmis au lieutenant-gouverneur en Conseil pour être approuvé.

34.—From Fire and Light Committee to allow Mr. L. O. Grothé to erect a certain building 68 feet high.

35.—From Fire and Light Committee to allow J. Brossard to erect a stable, corner of Reading and Charlevoix streets.

36.—From Fire and Light Committee to allow A. Collette to open a wood yard, corner Gilford and Chambord streets.

37.—From Fire and Light Committee to allow McGill Union to erect two steam engines, No. 328 Sherbrooke street west.

On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. DUQUETTE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

38.—From Fire and Light Committee for an appropriation of \$3,000 to erect temporary fire station in Rosemont.

Referred to Finance Committee.

39.—From Water Committee for an additional appropriation of \$8,697 for mains and services.

Referred to Finance Committee.

40.—From Market Committee to vary a sum of \$50.

On motion of Ald. BUMBRAY, seconded by Ald. SEGUIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

41.—From Hygiene and Statistics Committee for an appropriation of \$3,600 to appoint additional inspectors.

Referred to Finance Committee.

42.—From Special Committee appointed to negotiate with the Montreal Light, Heat & Power Co. concerning a renewal of the present contract, and

Report of the minority of said Committee (Ald. Gadbois.)

Consideration deferred at the request of Ald. M. Martin.

On motion of Ald. GUAY, seconded by Ald. LEVESQUE, it was

Resolved: That all reports, by-laws and drafts of contract relating to the supply of gas and electricity, be printed in both languages and that copies be distributed among the members of the Council at least a fortnight before said by-laws and contracts are considered by the Council.

ORDER OF THE DAY.

43.—The order of the day being read for the 3rd reading of a by-law to annex a portion of the parish of Sault-au-Récollet.

Ald. LAVALLEE moved, seconded by Ald. HOULE,

"That said by-law be now read a third time."

Moved in amendment by Ald. PAYETTE, seconded by Ald. SADLER,

"That said by-law be rejected."

Ald. Lavallée raised a point of order contending that said amendment could not be made.

His Worship the Mayor ruled that said amendment was superfluous and therefore out of order.

And a debate arising,

The vote being taken on the main motion,

The Council divided:

Yeas: Larivière, Proulx, Major, Dagenais, Robillard, Turner, Gallery, L. A. Lapointe, Lavallée, Leclaire, Duquette, Mercier, Laviolette, Gadbois, J. B. A. Martin, Séguin, M. Martin, Labrecque, Lévesque, Houlé, Guay, David and Roy—23.

Nays: Payette, Yates, Clearihue, Lévy, Sadler, Bumbray, N. Lapointe, Giroux, O'Connell, Robinson, Ward, Nault and Molson—13.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

Said by-law was then read a third time.

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. HOULE, it was

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to the Mayor and City Clerk for their signatures, and that the same be transmitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin CLEARIHUE,
Le Conseil s'ajourne.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,
Greffier adjoint de la Ville.

COMMISSION DE L'AQUEDUC

*Compte rendu de l'assemblée du 6 novembre
(assemblée ajournée)*

Sont présents: MM. les échevins Clearihue, président, Marin, Lévesque, Turner, Houlé, Nault et Gadbois.

1.—Soumise et lue une requête de MM. F. Larose, H. Provost, J.-B. Huot, N. Corbeil et O. Beaudette demandant que soient posées des conduites d'eau dans les rues Saint-Hubert et Sant-André, Villeray.

Résolu: De renvoyer cette requête au surintendant, avec prière de faire rapport

2.—Les crédits de l'exercice 1907 sont alors étudiés, et après considération, il est

Résolu: De demander la somme de \$233,627.04.

3.—Sur proposition de M. l'échevin Marin, il est

Résolu: D'inscrire sur la liste des employés permanents les noms de MM. T. Lagarde et N. Guindon, forgerons à l'atelier central.

4.—Sur proposition de M. l'échevin Lévesque, il est

Résolu: Que les gages des mécaniciens dont les noms suivent, préposés à la station des pompes de bas niveau, soient augmentés de 25c. par jour à partir du 1er janvier 1907: MM. C. Lanctôt, M. Fitzgerald, J. MacConamy, E. Bédard et P. Lachal.

Ajournement.

FRANK DOWD,
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLÉE MENSUELLE DU 12 NOVEMBRE

ORDRE DU JOUR

1. Nomination du Maire suppléant.

MOTION

2. *Payette.*—Pour nommer des Commissaires *re* expropriation de la rue St Antoine.

REGLEMENTS.

3. 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 343. (Yates).
4. 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la Cie du chemin de fer du Grand Tronc de construire un tunnel au-dessous de la rue McGill. (Larivière)
5. 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* construction des édifices sur la rue Dorchester et autres rues. (Yates).
6. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Sadler).

MOTIONS.

7. *Dagenais.*—Pour forcer les compagnies d'abattoirs de payer le traitement d'un inspecteur.
8. *Marin.*—Pour abroger une certaine résolution *re* écurie sur la rue Mackay.

REGLEMENTS

9. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 49. (Houlé).
10. 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 210. (Carter).
11. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* écuries. (Dagenais).

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. CLEARIHUE,

The Council Adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

WATER COMMITTEE

Report of Adjourned Meeting held the 6th of November.

Present: Ald. Clearihue, chairman, Marin, Lévesque, Turner, Houlé, Nault and Gadbois.

1.—Submitted and read a petition from Messrs. F. Larose, H. Provost, J. B. Huot, N. Corbeil and O. Beaudette, asking that water pipes be laid in St. Hubert and St. André streets, Villeray.

Resolved: To refer it to the Superintendent for a report.

2.—The appropriation for 1907 being taken up, and after due consideration of same, it was

Resolved: To ask for the sum of \$233,627.04.

3.—On motion of Ald. Marin, it was

Resolved: That Messrs. T. Lagarde and N. Guindon, blacksmiths at the central shop be placed on the permanent list.

4.—On motion of Ald. Lévesque, it was

Resolved: That the wages of the following mechanics, at the low level pumping station be raised 25c. per day, from the 1st of January 1907: C. Lanctôt, M. Fitzgerald, J. MacConamy, E. Bédard and P. Lachal.

Adjourned.

FRANK DOWD,
Secretary.

CITY COUNCIL

MONTHLY MEETING OF THE 12th OF NOVEMBER 1906

ORDER OF THE DAY

1. Appointment of Acting Mayor.

MOTION.

2. *Payette.*—To appoint Commissioners *re* St. Antoine Street expropriation.

BY-LAWS.

3. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by law No. 343. (Yates).
4. 2nd and 3rd reading of a by-law to allow G. T. B. Co. to construct a tunnel under McGill Street. (Larivière).
5. 2nd and 3rd reading of a by-law *re* buildings on Dorchester street and on other streets. (Yates).
6. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260. (Sadler).

MOTIONS.

7. *Dagenais.*—To compel Abattoir Companies to pay salary of an inspector.
8. *Marin.*—To repeal a certain resolution *re* stable on Mackay St.

BY-LAWS.

9. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 49. (Houlé).
10. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 210. (Carter).
11. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law *re* stables. (Dagenais).

12. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* vente des articles non réclamés. (Proulx).
13. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Leclaire).
14. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement imposant une taxe sur les poteaux, etc. (Nault).
15. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* fonds de retraite pour les employés municipaux. (Gadbois).
16. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Yates).
17. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 354. (Gadbois).
18. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement pour permettre à la Cie du Chemin de fer Electrique des Comtés du Sud de pénétrer dans la Ville. (J. B. A. Martin).
19. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* la Cie M. L. H. & P. (J. B. A. Martin).
20. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 50. (Larivière).
21. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 340. (Larivière).

MOTIONS.

22. *Martin, J. B. A.*—Pour amender le règlement No. 343.
23. *O'Connell.*—Pour permettre à la compagnie "Montreal Steel Works" de poser un tuyau le long de la rue St. Etienne.
24. *Lapointe, N.*—Pour permettre à la Cie des Tramways de construire un tunnel au-dessous de la rue Notre-Dame.

RAPPORT.

25. *Voirie.*—Pour changer les noms de certaines rues.

MOTIONS.

26. *Leclaire.*—Pour amender le règlement No. 240.
27. *Payette.*—Pour amender la règle 115.

REGLEMENTS.

28. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement fixant le poids du pain. (Houlé).
29. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la Cie des tramways d'établir un transbordeur de charbon. (Larivière).

MOTIONS.

30. *Gallery.*—Pour abroger la résolution nommant une Commission Spéciale des Passages à niveau.
31. *Gadbois.*—Pour une règle du Conseil *re* droit de demander que l'étude des rapports qui sont présentés soit différée.
32. *Dagenais.*—Pour amender le règlement No 268.
33. *Labrecque.*—Pour nommer une nouvelle Commission permanente.

REGLEMENTS.

34. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les édifices sur le parc Crémazie. (Houlé).
35. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les édifices sur la rue du Palais. (Houlé).

RAPPORTS

36. *Finance et Voirie.*—Pour payer compte de la Cie. des Tramways pour changement de sa voie.
37. *Voirie.*—Pour opérer le virement d'une somme de \$6,893.
38. *Voirie.*—Pour opérer le virement d'une somme de \$1,500.
39. *Voirie.*—Pour opérer le virement d'une somme de \$5,246.
40. *Voirie.*—Pour opérer le virement d'une somme de \$500.
41. *Spéciale.*—Au sujet du renouvellement du contrat de la Cie M. L. H. & P.
42. *Minorité de la Commission spéciale.*—Au sujet du renouvellement du contrat de la Cie M. L. H. & P.

L. O. DAVID,
Greffier de la Ville.

12. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* sale of unredeemed articles. (Proulx).
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by law No. 260. (Leclaire).
14. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to levy a tax on poles, etc. (Nault).
15. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law *re* pension fund for civic employes. (Gadbois).
16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260. (Yates).
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 354. (Gadbois).
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow Southern Counties Electric Railway to enter the City. (J. B. A. Martin).
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* M. L. H. & P. Co. (J. B. A. Martin).
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 50. (Larivière).
21. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 340. (Larivière).

MOTIONS.

22. *Martin, J. B. A.*—To amend by-law No. 343.
23. *O'Connell.*—To allow Montreal Steel Works to lay a pipe along St. Etienne Street.
24. *Lapointe, N.*—To allow M. S. Ry. Co. to construct a tunnel under Notre Dame Street.

REPORT.

25. *Road.*—To change the names of certain streets.

MOTIONS

26. *Leclaire.*—To amend by-law No. 240.
27. *Payette.*—To amend Rule 115.

BY-LAWS

28. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to fix the weight of bread. (Houlé).
29. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the M. S. R. Co. to erect a coal conveyor. (Larivière).

MOTIONS.

30. *Gallery.*—To repeal resolution appointing Special Committee on level crossings.
31. *Gadbois.*—For a Rule of Council *re* right to call "Next Meeting."
32. *Dagenais.*—To amend by law No. 268.
33. *Labrecque.*—To appoint a new Standing Committee.

BY-LAWS

34. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* buildings on Crémazie Park. (Houlé).
35. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* buildings on Palais Street. (Houlé).

REPORTS.

36. *Finance and Road.*—To pay account of M. S. Ry. Co. for moving tracks.
37. *Road.*—To vary a sum of \$6,893.
38. *Road.*—To vary a sum of \$1,500.
39. *Road.*—To vary a sum of \$5,246.
40. *Road.*—To vary a sum of \$500.
41. *Special.*—*Re* M. L. H. & P. Co's renewal of Contract.
42. *Minority of Special.*—*Re* M. L. H. & P. Co's renewal of Contract.

L. O. DAVID,
City Clerk.

DEPARTEMENT D'HYGIENE. — HEALTH DEPARTMENT.

Bulletin de la semaine finissant le Samedi, 3 Novembre, à midi. Weekly report, ending Saturday, the 3rd November, at noon.

CAS DE MALADIES ET DECES RAP- PORTES.	Semaine Week.		Depuis le com- mencement de l'année.		CASES OF DISEASES AND DEATHS REPORTED.
	Cas. Cases	Décès. Deaths	Cas. Cases	Décès. Deaths	
Fièvre typhoïde.....	24	8	599	95	.....Typhoid Fever
Variole.....			5		.....Smallpox
Varicelle.....	1		83		.....Chickenpox
Rougeole.....	19	4	1208	54	.....Measles
Scarlatine.....	4		186	2	.....Scarlet-fever
Diphthérie et Croup.....	16	2	512	91	Diphtheria & Croup
Coqueluche.....	4		228	91	.....Whooping-Cough
Tuberculose.....	23	14	794	66	.....Tuberculosis
Pneumonie.....		8		443	.....Pneumonia
Entérite, diarrhée, choléra infantile		21		1494	(Enteritis, diarrh cholera infantum.
Autres maladies.....	26	64	76	3233	.....Other diseases..
Total.....	118		3692	6166	..... Total
Illégitimes.....				442	.....Illegitimates
				6608	

TUBERCULOSE.		TUBERCULOSIS.	
Visites.....	98	..... Visits	
Désinfections.....	15	.....Disinfections	
Crachoirs hygiéniques distribués.	740	.....Sanitary cuspidors distributed	

MESURES PRÉVENTIVES.		PREVENTIVE MEASURES	
Maisons désinfectées.....	20	.....Houses disinfected	
Maisons en état d'insalubrité.....	16	.....Houses in an unhealthy condition	
Isolements domiciliaires.....	13	.....Houses isolated	
Vérifications de maladies conta- gieuses.....	20	.....Contagious diseases investigated	
Vérifications de vaccinations dans les écoles.....	927	.....Vaccinations verified in schools	
Vérifications de vaccinations dans les manufactures.....	326	.....Vaccinations verified in factories	
Vaccinations.....	56	.....Vaccinations	
Revaccinations.....		.....Revaccinations	
Avis légaux.....	50	..... Notices served	
Actions intentées.....		.....Prosecutions	
Jugements obtenus.....	1	.....Judgments obtained	
Curage de fosses d'aisances.....	9	.....Privies cleaned	

HOPITAL CIVIQUE.	Diphthérie.	Diphthéria.	Scarlatine.	Scarlatina.	Autres cas.	Other cases.	Majeurs.	Of age	Mineurs.	Under age.	CIVIC HOSPITAL.
	Cases	Deaths	Cases	Deaths	Cases	Deaths	Cases	Deaths	Cases	Deaths	
Patients admis.....	7	2	1	4	6	.....Patients admitted					
Patients guéris.....	6		1	4	3	.....Patients cured					
Patients décédés.....						.....Patients who died					
Patients actuels.....	30	18	8	35	21	.....Patients now confin.					

ABATTOIRS Abattus.		ABATTOIRS. Slaughtered.	
Bœufs.....	2073	.....Cattle	
Veaux.....	1161	.....Calves	
Moutons.....	3633	.....Sheep	
Cochons.....	4935	.....Hogs	

Confiscations.		Confiscations	
Bœufs.....	4	.....Cattle	
Veaux.....	8	.....Calves	
Moutons.....	1	.....Sheep	
Cochons.....	0	.....Hogs	
Foies.....	29 lbs.	.....Livers	
Viande meurtrie.....	100 lbs.	.....Bruised meats	

OPÉRATIONS DES INSPECTEURS SANITAIRES

WORK OF THE SANITARY INSPECTORS.

Visites régulières.....	1169	.....Regular visits
Visites spéciales.....	326	.....Special visits
Secondes visites.....	273	.....Second visits
Logements visités.....	1490	.....Dwelling visits
Autres bâtisses.....	90	.....Other buildings
Etables et écuries.....	115	.....Stables
Caves.....	456	.....Cellars
Cours.....	801	.....Yards
Ruelles.....	41	.....Lanes
Latrines.....	28	.....Privies
Amas de fumier.....	21	.....Accumulations of manure
Plaintes des citoyens.....	120	.....Complaints from citizens
Plaintes fondées.....	105	.....Complaints founded
Plaintes non fondées.....	15	.....Complaints unfounded
Ordres donnés pour faire dispa- raître diverses nuisances.	273	Orders given to abate nuisances

Maisons malpropres.....		.....House duty
Canaux neufs.....	52	.....New drains
Permis de plomberie.....	18	.....Plumbing permits
Certificats de plomberie.....	6	.....Plumbing certificates issued
Jours à d'autres fonctions.....	18	.....Days on other work
Epreuves des drainages.....	93	.....Drainage tests
Egouts.....	675	.....Sewers
Eviens.....	2155	.....Kitchen Sinks
Tuyaux de renvoi.....	2235	.....Waste-pipes
Water-closets.....	1532	.....Water-closets
Tuyaux de vidange.....	1427	.....Refuse pipes
Ventilation.....	1532	.....Ventilation
Chambres noires.....	111	.....Dark rooms
Sous-sols.....	156	.....Basements
Second avis.....	9	.....Second notices
Terrains vacants.....	12	.....Vacant lots

INSPECTION DES ALIMENTS

FOOD INSPECTION.

	Lait. Milk.	Pain Bread.	Viande. Meat.	Poisson. Fish.	Fruits, Lég et Glace. Fruits, Vege- table & Ice.	Number of inspections Samples examined Analyses Complaints Notices Confiscations Judgments obtained Average quality
Inspections.....	170	100	585	35	340	
Echantillons examinés.....	16					
Analyses.....	4			2		
Plaintes.....	2					
Avis.....		1				
Confiscations.....		109 lbs	1225 lbs	89 lbs	1156 lbs	
Condammations.....						
Qualité moyenne.....	{ Beurre. Densité.	1028.5 3.80%				{ Butter fat. Density.

DÉCÈS.	Sexe. — Sex.		Tot. An. Tot. Year	DEATHS.	DÉCÈS	Sexe. — Sex.		Tot An. Tot Year	DEATHS.
	M.	F.				M.	F.		
De 0 à 6 mois.....	15	12	1672	..... From 0 to 6 months	De 50 à 60 ans.....	7	5	384	..... From 50 to 60 years
De 6 à 12 mois.....	6	4	847	..... From 6 to 12 months	De 60 à 70 ans.....	3	7	404	..... From 60 to 70 years
De 1 à 2 ans.....	4	7	456	..... From 1 to 2 years	De 70 à 80 ans.....	3	2	381	..... From 70 to 80 years
De 2 à 5 ans.....	3	2	317	..... From 2 to 5 years	De 80 à 90 ans.....	2	1	181	..... From 80 to 90 years
De 5 à 10 ans.....	3	1	158	..... From 5 to 10 years	De 90 à 100 ans.....	0	0	41	..... From 90 to 100 years
De 10 à 15 ans.....	0	3	87	..... From 10 to 15 years	De 100 et au-dessus.....	0	1	5	..... From 100 and over
De 15 à 20 ans.....	3	4	165	..... From 15 to 20 years	Total.....	60	61	6166	..... Total.
De 20 à 30 ans.....	6	5	402	..... From 20 to 30 years	Illegitimes.....			442	..... Illegitimate.
De 30 à 40 ans.....	4	7	344	..... From 30 to 40 years				6608	
De 40 à 50 ans.....	1	0	322	..... From 40 to 50 years					

NAISSANCES.

Semaine — Week

(Depuis 1er Janvier)

BIRTHS.

	Masculin		Féminin		Total	Nationality
	Male	Female	Male	Female		
Canadiens.....	31	29	3	5	64	..... Canadian
Anglais.....	3	5	3	2	13	..... English
Irlandais.....	3	2	1	4	10	..... Irish
Écossais.....	1	4	8	5	14	..... Scotch
Autres nationalités.....					548	..... Other nationalities
Illegitimes.....						..... Illegitimates
Total.....	46	45			579	..... Total.

L. LABERGE { Surintendant médical du Bureau d'Hygiène.
Health Superintendent.

Service Météorologique.

Meteorological Department.

Rapport de la semaine finissant le Mercredi 7 Novembre à 12 hrs p. m.
Weekly report ending Wednesday, November 7th Midnight.

	Nov. 1	Nov. 2	Nov. 3	Nov. 4	Nov. 5	Nov. 6	Nov. 7
THERMOM.	Maximum ...	40	45	51	41	39	47
	Heure.-Hour	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.
THERMOM.	Minimum ...	26	31	32	29	30	31
	Heure.-Hour	7 a. m.	7 a. m.	7 a. m.	7 a. m.	7 a. m.	7 a. m.
BAROM.	Maximum ...	30.487	30.433	30.160	30.578	30.411	30.211
	Heure.-Hour	7 a. m.	7 a. m.	11 p. m.	11 a. m.	3 a. m.	7 a. m.
BAROM.	Minimum ...	30.399	30.299	30.306	30.457	30.223	30.090
	Heure.-Hour	3 p. m.	7 p. m.	3 a. m.	11 p. m.	11 p. m.	3 p. m.
HYGROM.	Maximum ...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
HYGROM.	Minimum ...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
WIND	Vélocité. Max.	15	13	21	15	12	12
	Velocity.	..	..	..	..	..	..
WIND	Heure.-Hour	12 p. m.	1 a. m.	5 p. m.	9 a. m.	11 a. m.	6 p. m.
	

JAMES FERNS { Surintendant.
Superintendent.

Service des Alarmes d'Incendie.

Fire Alarm Department.

Rapport de la semaine finissant le Mercredi, 7 Novembre à 12 p. m.
Weekly report ending Wednesday, November 7th, at 12 p. m.

Quartier Ward	Date	Avert'seur Box.	A. M.	P. M.	Retour. Return.
St. Louis.....	Oct. 31 '06	514	3.51	.....	3.58
St. Louis.....	" 31 "	Telephone	.....	4 11	No 14 to 3833 St. Dominique
St. Ann's.....	" 31 "	223	.....	9.02	9.14 No 22 to Napoleon & Notre Dame
St. Cunegonde..	" 31 "	Telephone	.....	11 55	No 7 to 28 Rousseau
St. James.....	Nov. 1 "	Telephone	12.06	.....	7.03
St. Ann's.....	" 1 "	359	.....	6.55	12.55
St. Jean Bte....	" 2 "	655	12.38	.....	8.34
St. Jean Bte....	" 2 "	677	8.25	.....	9.06
St. Louis.....	" 2 "	547	9.00	.....	10.37
Papineau.....	" 2 "	756	10.07	.....	11.30
St. Denis.....	" 2 "	939	.....	11.17	6.09
St. Ann's.....	" 3 "	256	.....	10.33	.....
St. Henri.....	" 3 "	71	.....	10.58	11.06
St. Ann's.....	" 3 "	359	.....	6.36	6.41
St. Joseph's....	" 4 "	366	.....	7.21	7.35
St. Louis.....	" 4 "	547	.....	7.35	No 4 to Beaver Hall & Jurors
St. George's....	" 4 "	Telephone	.....	9.40	9.47
St. Jean Bte....	" 4 "	682	.....	10.55	11.00
St. Ann's.....	" 4 "	263	.....	8.55	9.07
St. Lawrence....	" 5 "	56	9.20	.....	9.27
Hochelaga.....	" 5 "	841	.....	6.04	6.09
St. Joseph's....	" 5 "	343	.....	10.21	10.28
St. Denis.....	" 5 "	933	.....	1.50	No 4 to 332 William
St. Ann's.....	" 6 "	Telephone	1.50	.....	5.25
St. Louis.....	" 6 "	514	.....	5.19	No 2 to St. Lawrence & Craig
St. Lawrence....	" 7 "	Telephone	12.16	.....	6.35
St. Denis.....	" 7 "	93	.....	7.04	7.10
Papineau.....	" 7 "	716	.....	10.45	No 5 to 217 Milton
St. George's....	" 7 "	Telephone	.....	10.45	.....

JAMES FERNS { Surintendant.
Superintendent.

SERVICE DES INCENDIES.

FIRE DEPARTMENT.

Rapport de la semaine finissant Mercredi, 7 Novembre à 12 h p. m. Weekly report ending Wednesday, November 7th, at 12 p. m.

Date.	Heure Hour.	Avertis- seur. Box.	Localité. Location.	Quartier. Ward.	Genre Description of building	Usage. For what purpo- se occupied.	Cause de l'incendie. Cause of fire.	Ocupant. Tenant.	Dom- mages. Damages	Ont répon- dus à l'ap- pel (stat'n. Resp'd to call (stat.
Oct. 30	2.30 p. m.	Phone...	3318 Notre Dame.	St. Cunegonde	Wood	Shed	Gasoline	M. Gervais	Slight	20
" 31	3.51 p. m.	514	134 St. Lawrence.	St. Lawrence.	Stone	Barber Shop	Unknown	M. Dufour	"	22
" 31	4.11 p. m.	Phone...	883 St. Dominique	St. Louis	Brick	Dwelling	Chimney	P. Brown	"	14
" 31	9.02 p. m.	223		St. Ann's	Brick	Restaurant	False Alarm	J. Legris	Slight	15
Nov. 1	11.55 p. m.	Phone...	3192 Notre Dame.	St. Cunegonde	"	Dwelling	Pot of Grease	N. Tremblay	Slight	22
" 1	12.05 a. m.	Phone...	30 Rousseau	St. James	"	Shoe factory	Unknown	International Shoe	None	7
" 1	6.45 p. m.	22 Aut.	23 St. Antoine.	St. George	"	Dry Goods	Gas Jet	Geo. Mondon	Consd	4
" 1	6.55 p. m.	359	315 Notre Dame W	St. Joseph	Stone	Dry Goods Store	Electricity	Art. St. Denis	Slight	1, 2
" 2	12.38 a. m.	655	948 St. Denis.	St. J.-Baptiste	Wood	Street Car	Unknown	M. S. Ry. Co.	"	23
" 2	6.55 a. m.	Still	Notre Dame St. W	St. Henri	Brick	Dwelling	Unknown	Louis Brisson	"	14
" 2	8.25 a. m.	677	524 Laval	St.-J.-Baptiste	"	Cigar Store	Matches	J. B. Mantha	"	5
" 2	9.00 a. m.	547	142 St. Catherine E	St. Louis	"	Dwelling	Furnace	D. Picher	"	11
" 2	10.07 a. m.	756	359 Champlain	Papineau	Stone	Store	Unknown	M. Vinnet	Slight	2
" 2	3.30 p. m.	Still	17 Notre Dame E.	Centre.	"	"	Unknown	False Alarm	"	18
" 2	3.30 p. m.	939		St. Denis	Brick	Furniture Store	Unknown	J. Albert	Slight	2
" 3	7.39 a. m.	Still	131 Craig E.	St. Louis	Vacant	Vacant lot	Unknown	E. Clermont	"	19
" 3	9.10 a. m.	"	1227 Ontario	St. Marie	"	"	Unknown	False Alarm	"	9
" 3	6.02 p. m.	256		St. Ann's	Wood	Stable	Unknown	D. Gravel	Slight	22, 23
" 3	10.33 p. m.	71	3485 Notre Dame.	St. Henri	"	Feed Store	Chimney	T. O'Connor	None	4
" 3	10.58 p. m.	359	60 St. Maurice	St. Ann's	"	"	False Alarm	"	"	4
" 4	6.35 p. m.	366		St. Joseph	Stone	Dwelling	Hot Ashes	Mrs. J. B. Mantha	Slight	6
" 4	7.20 p. m.	547	131 Ste. Elizabeth	St. Louis	Street	Street	Matches	City	None	4
" 4	7.35 p. m.	Phone...	Victoria Sqr	St. George	"	"	False Alarm	"	"	14
" 4	9.40 p. m.	682		St. J. Bte.	"	"	"	"	"	9
" 4	10.55 p. m.	263		St. Ann's	Brick	Plumbers Shop	Unknown	M. Walsh Co.	Slight	20
" 5	8.55 a. m.	56	33 Vitre W.	St. Lawrence.	"	Dwelling	Unknown	H. Grondin	"	19
" 5	9.20 a. m.	841	315 Harbour	Hochelaga	"	"	Chimney	F. Major	"	12
" 5	6.04 p. m.	343	76 Richelieu	St. Joseph	"	"	False Alarm	"	"	18
" 5	10.21 p. m.	933		St. Denis	"	"	"	"	"	23
" 6	1.50 a. m.	25		St. Henri	Wood	Smetting work	Furnace	Sy racuse Smelting Co.	Slight	4
" 6	5.19 p. m.	Phone...	332 William	St. Ann's	Brick	Boarding house	Unknown	Mrs. Diotte	"	20
" 6	12.20 a. m.	514	38a S. C. Borromée	St. Lawrence.	Wood	Street Car	Electricity	M. S. Ry Co.	"	2
" 7	12.20 a. m.	Phone...	Craig St.	Centre.	Wood	"	"	"	"	"

Z. BENOIT,

Chef de la Brigade.—Chief Fire Department.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS.— TRANSFERS OF PROPERTIES.

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER.

Quartier. Ward	No. d'enregistrement. Registration Number.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat. Date of Deed.	Vendeur. Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre. Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue. Street.	Genre — a — Descrip.	Prix. Price.
St. Denis...	127348	19 oct. 1906	27 oct. 1906	F. Courteau	De E. Tétreau	1/2 N 8-608	2500	Huntley	B	\$3500 00
"	127350	29 "	27 "	De E. Tetrean	Fr. Courteau	1/2 S.E 8-620	2510	"	B	3500 00
"	127352	29 "	24 "	E. Gareau	Abel Robert	8-519	4200	"	L	725 00
"	127353	29 "	27 "	Abel Robert	De Alph. Daoust	8-519	4200	"	L	850 00
"	127365	30 "	11 "	L. T. Foisy	G. W. Foisy	1/4 489-186	2637	Labelle	L	\$1.00 & C.
St. Jean Bte.	127372	30 "	24 "	De R. A. Pageau	L. Aubuchon	384	3690	St. Laurent	B	6000 00
Duvernay	127394	30 "	19 "	Ve H. Baby	O. Dépatie	8-87	3250	St. Christophe	L	1000 00
St. Henri	127407	31 "	23 "	The St. Hy. Land Coy	De Wm. Dalpé	1674-91	2625	Chesnut	L	650 00
St. Denis	127413	31 "	29 "	De T. Forget	T. Lavigneur	324-29	1680	Pontiac	B	2100 00
St. Henri	127420	31 "	30 "	Suc. P. Brown	M. Duclos	941-60 et 61-11-19	4432	Richelieu	L	2219 00
St. Denis	127423	31 "	27 "	Les Carmélites	Ve H. Laurier	190-4	3450	Gouchar	L	1035 00
"	127426	31 "	22 "	Joseph Barette	Jos. Aubin	1/2 S.E 331-241	2325	Garnier	B	2100 00
Duvernay	127432	31 "	30 "	J. L. Guilbert	De H. N. Rivard	P 7-208	40	Dufferin	L	75 00
St. Gabriel	127439	2 Nov.	30 "	Ve H. Drabble	W. J. Harrington	1/2 S.O 2804	2556	Manufacture	B	900 00
St. Denis	127452	2 "	29 "	La Cie du P. Amherst	A. Dorion	5-106	2560	Dufferin	B	275 00
St. Jean Bte.	127454	2 "	30 "	La Cie du P. Amherst	F. Sanche	P.S.O 61-58	4350	Ave H.-de-Ville	B	3000 00
St. Denis	127463	2 "	31 "	Ve Ls. Maher	Jos. Dechène	329-27	2100	Dufferin	B	1550 00
Hochelaga	127465	2 "	11 avril	La Cité de Montréal	F. G. Denault	P 80-172	6450	Moreau & c.	B	588 00
St. Henri	127468	2 "	31 oct.	A. Leduc	E. Leduc & al.	1/4 1543 à 1545	12000	St. Antoine & c.	B	3200 00
St. Cugonde	127469	2 "	31 "	E. Leduc Jr	A. Leduc	1/4 386-212	2640	Souvenir	B	2600 00
St. Henri	127472	2 "	2 nov.	E. Daoust	Nap. Létang	1831 & 1857	8530	St. Philippe & c	B	400 00
St. Cugonde	127473	2 "	27 oct.	Ls Robert	De P. Monette	667	2400	Delisle	B	3350 00
St. Gabriel	127476	2 "	22 "	Ve. Jas. Claffey	De Alph. Denis	3239-174 & 175	3600	Coleraine	L	1260 00
Hochelaga	127477	2 "	16 "	Suc. Hy. Hogan	Sub. Tram. & P. Coy.	P 148-50 à 56 & c.	42560	Notre-Dame	L	21243 00
St. Marie	127480	3 "	31 "	J. V. Proteau	O. Dinelle	166-229	2452	Havre	B	4900 00
Hochelaga	127487	3 "	2 nov.	John Morris	F. Alves	23-451	2904	Nicolet	L	350 00
St. Cugonde	127504	3 "	31 oct.	J.Bte. Dubois	R. Legault	P 386-165 & 166	576	Calumet	B	2750 00
St. Marie	127507	3 "	24 "	Suc. Hy. Hogan	L. Ringnette	148-2751	2050	Iberville	L	332 50
Duvernay	127511	3 "	2 nov.	E. Lapointe	A. Gauthier	1-26	2275	Lasalle	B	3500 00
Hochelaga	127515	3 "	2 "	Geo. Morin	L. D. Morin	1/2 S.E 80-164 1/2 N.O 80-165	7200	Moreau	B	5000 00
St. Gabriel	127517	3 "	22 fev.	C. Dansereau	E. Lussier	1/2 S.O 2599	2682	Centre	B	1600 00
St. Marie	127520	5 "	2 nov.	R. Dufresne	De H. Leguerrier	172-504 & 5	3900	tième Ave.	L	450 00
St. Henri	127524	5 "	13 sept.	Geo. Côté & al.	A. Lavoie	1785	3336	Ste. Marguerite	B	1600 00
"	127505	3 "	2 nov.	M. Duclos	P. Ste. Marie & al.	P 941-61	535	Richelieu	L	420 00
St. Denis	127527	5 "	2 "	H. Gohier	W. Lafond	7-406	2175	St. Hubert	B	2600 00
St. Henri	127533	5 "	30 oct.	The St. Hy. Land Coy	Delle A. Lorang & al.	1704-283-1704-284	4400	Palm	L	750 00
Duvernay	127535	5 "	26 "	A. Boyer	De Jos. Charlebois	8-227	2500	Ch. Colomb	L	500 00
St. Denis	127545	5 "	3 nov.	F. E. Samson	Jules Comte	7-687 & 689	7692	St. Hubert	B	2700 00
St. Jean Bte.	127546	5 "	3 oct.	Rvd. W. J. Casey	E. Mondéhard	299	3000	St. Hypolite	B	3250 00

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST.

Papineau	67141	30 octobre 1906	27 oct. 1906	J. E. Lafrance	De M. Côté	1/2 N. O. 1155	2023	Gain	B	\$ 3'00 00
"	67142	30 "	27 "	De M. Côté	L. Dioria & al.	"	"	"	B	3200 00
"	67144	30 "	27 "	O. F. Dépatie	J. O. Forget dit D.	115	2667	Lagauchetière	B	4000 00
St. Jacques	67148	30 "	19 "	J. J. Beauchamp	P. P. Mailloux & al.	431-4	2250	St. Denis	B	9850 00
Lafontaine	67161	31 "	29 "	R. Mowat	W. P. Innes	1112 & P. 1113 à 1118	21784	Visitation & c.	B	7000 00
Papineau	67162	31 "	24 "	De G. F. Plouffe	A. Bergeron	871	4520	Champlain	B	6000 00
"	67166	31 "	3 "	J. E. Lafrance	Béanger, Lacroix & Rié	605	3800	Gain	B	1500 00
"	67169	2 nov.	25 sept 1906	De W. Molson	R. Henri	588 & 589	7600	Dorion	L	2280 00
"	67170	2 "	26 "	"	P. Crépeau	1150	4015	Gain	L	1207 00
"	67171	2 "	3 oct.	"	J. Therrien	581	3800	Dorion	L	1000 00
St. Marie	67175	2 "	12 "	A. Laurence	L. Maud	1236	4600	Delorimier	L	1650 00
Papineau	97180	2 "	30 "	A. Granger	O. Patenaude	P. 1145-2, P. 1145-1	2280	Mathieu	B	1000 00
Lafontaine	67182	3 "	10 fév.	E. Charbonneau	De P. A. David	P. 1202-53, 1202-54	1750	Rivard	B	4625 00
St. Louis	67184	3 "	24 oct.	A. Siminovitch	F. Siminovitch	Droits dans 290 & 852	3903	St. Dominique	B	1 00
"	67190	5 "	17 "	L. J. C. E. Boyer & al Ltd.	Gunn Langlois & Co., Ltd.	P. 180, P. 178	7419-7	Dorchester & c.	B	5000 00
"	67191	5 "	23 "	"	De J. B. Mathil	P. 180	5180	Lagauchetière	B	7000 00
St. Laurent	67192	5 "	2 nov.	S. Forget dit D.	De L. Désy	1 de 396	8704	St. Philippe	B	1000 00

MONTREAL-OUEST.

MONTREAL-WEST.

Ste. Anne	143068	31 Oct. 1906	31 Oct. 1906	Tr't & Loan Co of Can.	J. E. White	816	6300	Wellington	B	\$ 9500 00
St. Joseph	143070	31 "	29 "	A. Milo et al.	L. Zarossi	1/2 indivise 680	1578	St. Félix	B	1000 00
St. André	143074	2 Nov.	22 "	Revd J. Williamson	G. B. Burland	1624-2	3396	Dorchester	B	15,300 00
St. Anne	143081	3 "	26 "	Frothingham & Workman	The Nova Scotia Steel & Coal Coy Ltd.	Droits dans 530	11200	Mill	B	16,000 00
St. André	143086	5 "	24 "	Succ. W. J. Buchanan	De C. F. Wyde	1706-5	2200	Crescent	B	15,500 00
St. Joseph	143090	6 "	5 Nov.	G. W. Crossan	L. Payette et al.	P. 108	7400	St. Jacques	B	11,700 00
St. André	143091	6 "	5 "	F. Dansereau	E. Fortin	1642-7	3982	Dorchester	B	12,625 00
St. George	143092	6 "	3 "	Succ. F. Crispo	B. L. Beard	1305	4465	Victoria	B	9,750 00
St. Joseph	143130	7 "	3 "	A. Trottier	J. Trottier	P. 433	8096	Richmond	B	4,000 00
St. André	143103	7 "	5 "	De A. A. S. de Hersabiec et al.	S. W. Jacobs et al.	1688-2, 1688-3	14054	Sherbrooke	F	23,540 45

{ B—Bâtisse ; Building.
L—Lot ; terrain vague.

P. TERRAULT,
Régistrare de la Ville.—Registrar

PERMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Decernés durant la semaine finissant le 30 Octobre 1906.

Issued during the week ending the 30th October, 1906.

Date.	No. du Permis. a Permit Number.	Endroit.—Location.		Quartier. Ward.	Propriétaire. Owner.	Adresse du Propriétaire Owner's address	Genre. Description	Coût. Cost.	
		No.	Rue.—Street.						No.—Cadast.
Oct. 31	1846 N		Larivière	1355-18	Ste Marie	Lavoie J. B.	196 Larivière	2 logements	\$ 1,500 00
" 31	1847 N		Cuvillier	31-31	Hochelaga	Gagnon Jean	Amherst & Ont.	3 "	3,300 00
" 31	1848 N		Joliette	29-136		Bibeau Adélar	8 rue St. Alexis	2 "	2,500 00
" 31	1849 N		Gain	1154	Papineau	Gallagher C.	422 Gain	2 "	1,500 00
Nov. 31	1850 N		Bélar	941	St. Henri	Montreal Biscuit Co.	Brewster	1 "	7,000 00
" 2	1851 N		Fabre	339-306	St. Denis	Rattclade J.	349a Chambord	2 "	1,500 00
" 2	1852 R	198	McGill	1877	St. Anns.	Levy Hiram	198 McGill	1 store	2,800 00
" 2	1853 R	141	Dalhousie	1836		Pickliman L.	80 Mance	1 factory	125 00
" 2	1854 N		Dorion	581	Papineau	Therien Jos.	462 Maisonneuve	3 logements	3,000 00
" 2	1855 N			581				3 "	3,000 00
" 2	1856 N		Gain	602 pt 603		Desrochers J. B.	267 Gain	4 "	3,250 00
" 2	1857 N			602 pt 603				4 "	3,250 00
" 3	1858 N	1043	St-Antoine	Pt 1217	St. Henri	Cyr J. B.	1215 St. Antoine	3 "	3,500 00
" 3	1859 N		Ste-Rose et Papineau	417-418	Papineau	Dominion Tobacco Co.	84 Papineau	1 factory	3,000 00
" 3	1860 N		Wurtele	1902 of 148	Hochelaga	Trudeau E.	467 Dorion	3 logements	1,800 00
" 5	1861 N		St-Félix	6802	St. Joseph	Nielo A.	396 St. Dominique	2 "	1,500 00
" 5	1862 N		Delorimier	1292	St. Marie	Pepin Jos.	1279 Ontario Est.	2 "	2,000 00
" 5	1863 N			1292				2 "	2,000 00
" 5	1864 N			1292				2 "	2,000 00
" 5	1865 N			1292				2 "	2,000 00
" 5	1866 N		Boyer	543	St. Denis	Desormeau Jos.	558 Alma	1 "	250 00
" 5	1867 N	95	King	Pt 593	St. Anne	McClary Mfg.	95 King	1 storage	1,100 00
" 5	1868 N		Esplanade	Pt 8-499	St. J.-Bte	Bienvenu A.	375 Dorchester E.	3 logements	8,000 00
" 5	1869 N		LaSalle	331-204	St. Denis	Gariépy Jos.	1123 DeMontigny	1 "	400 00
" 6	1870 N		Dumont	64	Papineau	St. Germain	9 Ave Martin	1 "	400 00
" 6	1871 N		Ste-Marie	806	St. Henri	Lebœuf Jos.	6 St. Mary	1 "	250 00
" 6	1872 R	27	Bourget	2976		Michelin Made M.	27 Bourget	1 "	150 00
" 6	1873 N		St-Ambroise	Pt 1704		Alaska Feat'r & Down Co.	St. Ambroise	1 storage	800 00
" 6	1874 N		Cowan	8 sub 143	St. Denis	Gauthier Délina	1079 Sanguinet	1 logement	500 00
" 6	1875 N		Mitcheson	Pt 433	St. J.-Bte	Charbonneau A. A.	1104 St. Laurent	3 "	1,950 00
" 6	1876 N			Pt 433		Charbonneau W.	307 Clark	3 "	1,950 00
" 6	1877 N			Pt 433		Charbonneau Emile	307 Clark	3 "	1,950 00
" 6	1878 N		Selkirk Ave.	1715	St. Andrews	Young James	Ou'remont	3 "	10,000 00
" 6	1879 N	322	Chambord	330-101	St. Denis	Légaré H.	215 Boyer	2 "	1,400 00

ALEX. DÉCARIE

Député Asst. Inspecteur des Edifices.—Deputy Asst. Inspector of Buildings.

a { N.—Nouveaux édifices.—New buildings.
R.—Réparations.—Alterations.

